ISSN 1662 – 4599

5 mars 2012
12e année
No 9

*Horizons et débats*
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

# Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

**Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité**
**Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains**

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## La guerre n'est pas un moyen de résoudre la crise économique

*Les bruits de bottes de plus en plus forts que l'on perçoit dans les informations médiatiques sur le Proche-Orient deviennent insupportables. Bien qu'au cours des 10–20 dernières années, nous ayons appris à nous méfier des prises de parti hâtives – que l'on songe à la guerre en Irak de 1991, à la Yougoslavie, à la guerre en Afghanistan, à la seconde guerre en Irak de 2003 et dernièrement à la Libye – chaque fois, on a eu affaire à un prétexte monté en épingle par les communicants et chaque fois nous avons constaté qu'on nous avait menti, trompé et qu'on avait fait usage de faux. Et c'est toujours la population civile qui en a payé le prix le plus élevé. Il s'est toujours avéré que les objectifs «nobles» n'étaient en réalité qu'un prétexte avancé pour servir les intérêts des grandes puissances.*

*Qu'en est-il aujourd'hui? Croyons-nous que tous les Etats qui poursuivent leurs objectifs de suprématie mondiale – et n'en font pas mystère –, qui n'ont pas l'intention de rembourser leurs dettes abyssales, de rétablir leur économie et veulent une fois de plus faire payer les autres, qui poursuivent ces objectifs au moyen de porte-avions, de sous-marins, de 700 bases militaires tout autour du globe, ne songent plus qu'à «venir en aide» à l'«opposition» syrienne qu'ils financent, arment et entraînent?*

*Au vu de ce qui se dessine à l'horizon, la Suisse serait bien inspirée de se souvenir de son rôle de pays neutre et de ses obligations d'Etat dépositaire des Conventions de Genève. La population suisse sait intuitivement que la neutralité armée perpétuelle de la Suisse est le meilleur garant de la paix et d'une solidarité authentique. Le monde, et tout particulièrement les pays victimes de la guerre, ont aujourd'hui plus que jamais besoin d'un endroit exclusivement voué à la paix et qui, en tant que pays neutre, offre la solution civilisée de la table de négociations. La neutralité n'est pas faite pour les politiciens avides de pouvoir, elle signifie le refus de la politique de suprématie et de la folie des grandeurs qui se manifestent sans retenue dans le monde actuel. Se faire l'instrument de cette politique ne peut pas être la mission de la Suisse, siège de la Croix-Rouge internationale et dépositaire du droit international humanitaire.*

### Constitution fédérale: Art. 93 Radio et télévision

1 La législation sur la radio et la télévision ainsi que sur les autres formes de diffusion de productions et d'informations ressortissant aux télécommunications publiques relève de la compétence de la Confédération.

2 La radio et la télévision contribuent à la formation et au développement culturel, à la libre formation de l'opinion et au divertissement. Elles prennent en considération les particularités du pays et les besoins des cantons. Elles présentent les événements de manière fidèle et reflètent équitablement la diversité des opinions.

3 L'indépendance de la radio et de la télévision ainsi que l'autonomie dans la conception des programmes sont garanties.

4 La situation et le rôle des autres médias, en particulier de la presse, doivent être pris en considération.

5 Les plaintes relatives aux programmes peuvent être soumises à une autorité indépendante.

*Nos médias audiovisuels publics doivent prendre leurs responsabilités. Il n'est pas admissible qu'ils donnent pendant des mois la parole à l'alliance de guerre et ne permettent pas à d'autres voix de s'exprimer tout en finissant par donner des informations, apparemment connues depuis des mois, qui jettent une lumière toute nouvelle sur la question. Une institution comme la SRG-SSR, qui a une mission publique nationale, doit faire preuve d'un sérieux particulier. La démocratie authentique n'a pas besoin de bombes ni de missiles mais d'informations objectives et honnêtes, qui reflètent la vérité.*

*Si la SRG-SSR ne respecte pas sa mission constitutionnelle dans ce domaine mais tente d'influencer le pays tout entier en faveur des intérêts d'autres puissances, il est du devoir des autorités fédérales responsables – le Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), avec sa cheffe la conseillère fédérale Doris Leuthard – de rappeler au directeur général de la SRG-SSR responsable des programmes Roger de Weck l'article 93 de la Constitution et les intérêts de notre pays.*

*Erika Vögeli*

## Déstabilisation politique et guerre régionale

### Selon le général américain Wesley Clark, elle a été initiée dès 2007 par des membres du PNAC

*par Nile Bowie*

Entre le chaos, les tirs d'artillerie d'Homs et de Damas et le siège actuel de l'Etat baassiste de *Bachar el-Assad*, les événements ressemblent à ceux qui se sont déroulés il y a presque un siècle. Pour maintenir son protectorat, le gouvernement français avait recouru à des soldats étrangers afin de réprimer ceux qui cherchaient à abolir la *Fédération syrienne* sous mandat français. Alors que l'ancien Premier ministre *Faris al-Khoury* présentait en 1945, devant l'ONU, ses arguments en faveur de l'indépendance de la Syrie, les avions français bombardaient Damas pour la soumettre. Aujourd'hui, le même gouvernement, avec les Etats-Unis et ses régimes satellites libyens et tunisiens, reconnaissent avec enthousiasme le *Conseil national syrien* en tant que gouvernement légitime du pays. Bien qu'un sondage récent financé par la *Fondation du Qatar* ait révélé que 55% des Syriens soutiennent le régime d'el-Assad, les anciennes puissances coloniales bafouent les principes démocratiques qu'elles proclament.

#### Projet pour un nouveau siècle américain (PNAC)

Au mépris de l'opinion du peuple syrien, son sort a depuis longtemps été décidé par des forces opérant à l'extérieur des frontières du pays. Dans un exposé présenté devant le *Commonwealth Club of California* en 2007, le général américain à la retraite *Wesley Clark* évoquait un coup politique initié par des membres du PNAC. Clark citait un document confidentiel transmis par le cabinet du Secrétaire à la Défense en 2001 qui prévoyait la restructuration totale du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. D'une manière solennelle, le document prétendait révéler des campagnes visant à déstabiliser systématiquement les gouvernements d'Irak, de Somalie, du Soudan, de Libye, du Liban et d'Iran. Selon le scénario familier d'un régime autoritaire réprimant systématiquement les opinions dissidentes et éliminant d'importantes fractions de la population, les mécanismes du stratagème géopolitique ont joué librement.

La Syrie n'est qu'une pièce de l'échiquier utilisée par des puissances plus importantes. Le bloc de l'OTAN commandé par les Etats-Unis en collaboration avec les monarchies féodales du Golfe persique regroupées au sein du *Gulf Cooperation Council (GCC)* ont un intérêt absolu à ce que le régime change. Ils y travaillent en utilisant des médias aux mains du Qatar comme *Al-Jazira* pour diffuser dans le monde leur version des événements et en armant des factions radicales des régions à majorité sunnite contre le leadership d'el-Assad, qui appartient à la minorité chiite alaouite. En 2005, l'Administration Bush a commencé à financer des groupes d'opposition syriens qui ont des sympathies pour les *Frères musulmans* et leur désir de créer un Etat islamique sunnite. Depuis longtemps, ces derniers considèrent les chiites alaouites comme des hérétiques et ils ont fait plusieurs tentatives de soulèvement dans les années 1960. En armant des factions sunnites radicales et en important des djihadistes salafistes irakiens et des mercenaires libyens, l'OTAN et le GCC projettent de renverser el-Assad et d'installer à sa place un personnage illégitime de l'opposition en exil tel que *Burham Ghalium* (chef du Conseil national syrien) à la tête du nouveau régime.

#### OTAN, GCC et Al-Qaïda

L'exemple récent d'une politique étrangère imposée en armant des combattants d'Al-Qaïda en Libye s'est avéré désastreux car l'autorité passe actuellement du Conseil national de transition libyen (CNT) appuyé par l'OTAN à des centaines de milices qui se livrent des combats de guérilla. Lors d'une rencontre entre *Hillary Clinton* et le ministre turc des Affaires étrangères *Ahmet Davutoglu*, ce dernier a promis de trouver des moyens de faire pression sur el-Assad en dehors du Conseil de sécurité des Nations Unies. En plus de soutenir les divisions sectaires traditionnelle en Syrie, les Etats-Unis y introduisent clandestinement des armes depuis leur base militaire turque d'Incirlik et ils apportent un soutien financier aux rebelles syriens. Les forces d'opposition syriennes, commandées par le colonel syrien Riad al-Assad, qui a fait défection, s'entraînent sur le sol turc depuis mai 2011. Des sources exclusives de l'armée et des services de renseignements ont informé *DEBKAfile* (Israël) que des unités spéciales britanniques et qataries apportaient une aide aux forces rebelles d'Homs en leur procurant des gilets pare-balles, des ordinateurs portables, des téléphones mobiles et en exploitant des lignes de communications au moyen desquelles les rebelles demandent à des fournisseurs étrangers une aide logistique, des armes et des mercenaires.

Bien que le Royaume-Uni ait démenti avec vigueur ces informations, l'émir du Qatar, le cheikh *Hamad ben Khalifa Al Thani*, a proposé récemment d'envoyer des troupes en Syrie pour combattre les forces d'el-Assad. Les bases militaires situées à proximité de la frontière entre le sud-est de la Turquie et le nord de la Syrie sont devenues d'importantes plaques tournantes utilisées pour envoyer des approvisionnements à l'extérieur. Des avions de combat de l'OTAN banalisés basés près d'Iskenderum ont été dotés de pilotes du *Conseil national de transition* libyen qui manipulent des armes ayant appartenu à l'arsenal de *Kadhafi*. *Abdel Hakim Belhaj* – ancien chef du *Groupe islamique combattant* extrémiste devenu gouverneur militaire de Tripoli sur instruction de l'OTAN – dirige personnellement l'infiltration de Libyens en Syrie avec l'aide du gouvernement turc. Il paraît également que *Mahdi al-Harati* a démissionné de ses fonctions de chef adjoint du Conseil militaire de Tripoli pour superviser l'Armée syrienne libre.

La presse syrienne a également communiqué que des groupes terroristes armés brandissant des armes américaines et israéliennes modernes sévissaient dans la campagne autour de Damas et commettaient des actes de terrorisme aveugles en faisant exploser des engins et en enlevant des civils. Tandis que l'OTAN et le GCC continuent d'affirmer qu'el-Assad commet des actes génocidaires contre des civils non armés, nous devons établir des liens entre les événements rapportés par les médias officiels syriens et des déclarations récentes du commandement d'Al-Qaïda en Irak qui se réjouit de l'arrivée de combattants irakiens en Syrie et conseille aux rebelles de se servir de bombes artisanales. Paradoxalement, le chef d'Al-Qaïda, *Ayman al-Zawahiri*, a appelé les musulmans du monde arabe à se mobiliser et à soutenir l'Armée syrienne libre après le décevant veto russe et chinois au Conseil de sécurité. Il y a peu de choses plus absurdes que l'idée que des terroristes d'Al-Qaïda – présentés unanimement comme des barbares par pratiquement tous les médias occidentaux – se fient à l'appareil des Nations Unies et à sa capacité de résoudre le conflit syrien. Le véritable objectif d'Al-Qaïda et son rôle consistant à influencer la politique étrangère n'ont jamais été aussi évidents.

A coup sûr, comme l'affirment les alliés occidentaux et ceux du Golfe, le fait qu'el-Assad accuse des groupes terroristes soute-

Suite page 3

# Corporatokratie

## Selon Ron Paul les Etats-Unis «glissent dans le fascisme»

*par Katerina Azarova*

Le candidat républicain à la présidence, *Ron Paul,* a, lors d'une assemblée à Kansas City, critiqué vertement le système de gouvernement américain et affirmé que les entreprises et le gouvernement menaient le pays vers le fascisme du XXIe siècle.

Mais, n'allez pas vous imaginer un PDG à peau blanche et yeux bleus et des bureaucrates perdant la tête et levant la main droite – gardons notre calme. Ce républicain texan au caractère ouvert pensait à un corporatisme fasciste – un modèle économique particulièrement prisé par *Mussolini* en Italie dans les années 1920 à 1940. Le corporatisme économique fasciste englobait le gouvernement et les directions des entreprises privées dans de larges secteurs de l'économie – ce qui est, selon Paul, aujourd'hui tout à fait la norme en Amérique.

S'adressant à des milliers de partisans au cours d'une assemblée, Paul déclara: «Nous nous sommes éloignés d'une véritable république et nous glissons dans un système fasciste, soit une combinaison entre gouvernement, oligarchie économique et pouvoir autocratique, provoquant la suppression des droits individuels de tous les citoyens américains.»

Ces paroles, qui auraient été refusées, il y a encore quelques années, furent accueillies avec acclamation. La réunion électorale de Paul eut lieu simultanément avec les grandes assemblées du parti républicain au Missouri et au Kansas – qui furent délaissées par un grand nombre de personnes qui voulurent entendre le discours de Paul. Les Américains, saignés par les campagnes militaires incessantes et coûteuses, sont de plus en plus portés vers une politique étrangère de paix, comme le promet Paul.

Le candidat à la présidence s'exprima en des termes que le peuple américain avait déjà entendus de la part de l'ancien président *Dwight Eisenhower* qui, dans son discours d'adieu à la Nation, avait estimé «qu'au sein du gouvernement, il fallait se méfier de la prise d'influence – voulue ou non – du complexe militaro-industriel. Il y a un potentiel destructeur de pouvoir inconvenant, actuellement et à l'avenir.»

Et c'est le cas maintenant. Rien qu'en l'an 2009, les Etats-Unis étaient responsables de près de la moitié des dépenses mondiales dans le domaine militaire – soit 46% ou 712 milliards de dollars. Depuis, les chiffres ont encore grimpé, à tel point que les dépenses militaires américaines dépassent celles de la Chine, de la Russie, du Japon, de l'Inde et du reste de l'OTAN, pris ensemble. Les Etats-Unis possèdent plus 700 bases militaires dans 130 pays dans le monde entier.

On peut se demander si le gouvernement des Etats-Unis – le pays au plus grand produit intérieur brut – peut encore se payer des suppléments de dépenses militaires. La réponse est tout simplement: non.

La nation la plus fortunée du monde a, en même temps, la plus grande dette souveraine de l'histoire du monde. Du fait que le dollar est une monnaie de réserve mondiale, que la *Federal Reserve* fait tourner la planche à billets en continu et que la production a été transférée dans des pays à salaires bas, l'économie américaine ressemble à un jeu de casino ou, si l'on préfère, à une «chaîne de Ponzi», soit un circuit financier frauduleux. Et c'est le président *Georges W. Bush* qui, lors d'une conversation avec son collègue argentin *Nestor Kirchner,* déclara: «La meilleure façon de faire revivre l'économie est la guerre et les Etats-Unis ont été renforcés grâce à la guerre.»

Mais les Américains en ont assez de la guerre – et ils en ont assez d'attendre le jour béni quand la guerre, comme par miracle, fera redémarrer l'économie. •

Source: *Russia Today* du 19/2/12
(Traduction *Horizons et débats*)

L'Amérique était autrefois le pays de la liberté illimitée. Pourtant, en arrière-plan des Etats-Unis actuels, il se passe des monstruosités! Dans le cadre du programme «1033» du Pentagone qui est en cours depuis 1997, les autorités de police du pays sont équipées d'armes lourdes par le ministère de la Défense. Ainsi, rien que pour 2011, des lance-grenades, des fusils d'assaut, des hélicoptères et des véhicules blindés pour une valeur de 500 millions de dollars ont été distribués aux stations de police des Etats-Unis. En 2010, la valeur des livraisons de telles armes ne s'élevait qu'à 250 millions de dollars, pourtant déjà au cours de cette année, il est prévu d'aquérir et de transférer de nouvelles armes d'une valeur d'environ un milliard de dollars(!) …

*Source: Vertraulicher Schweizer Brief du 11/2/12*

## Selon une spécialiste américaine, la décision de guerre n'est pas encore définitive

Le voyage récent à Israël du chef du Conseil pour la sécurité nationale des Etats-Unis, *Tom Donilon,* n'a pas modifié l'opinion de Washington selon laquelle les Israéliens n'ont pas encore décidé d'une attaque contre l'Iran.

C'est ce dont la porte-parole officielle du Département d'Etat américain, *Victoria Nuland,* a fait part aux journalistes la semaine dernière. Donilon a conduit des négociations extrêmement productives le week-end dernier à Israël. Elle a déclaré: «Je ne crois pas que notre avis ait changé depuis le moment où le Président (*Barack Obama*) a déclaré qu'il ne croit pas qu'Israël ait décidé d'engager des combats contre l'Iran. Aussi bien Israël que les USA sont d'avis que l'Iran doit remplir strictement son engagement international. Nous nous concentrons sur le renforcement de la pression sur Téhéran.»

Le chef de l'espionnage américain, *James Clapper,* a déclaré récemment qu'il voulait aussi se rendre en Israël à titre consultatif. Cependant, il n'a pas donné de détails sur sa prochaine visite. •

Source: *Ria Navosti* du 21/2/12
(Traduction *Horizons et débats*)

## Avigdor Lieberman se fiche pas mal de la mise en garde russe et américaine

*hd.* Le 22 février, les agences de presse *Associated Press* (AP) et *Reuters* annonçaient que le ministre israélien des Affaires étrangères, *Avigdor Lieberman,* avait déclaré lors d'une interview à la télévision, qu'Israël ne céderait pas à la pression américaine et russe dans sa prise de décision quant à la nécessité ou pas d'attaquer l'Iran.

Dans les informations du 22 février du *Canal 2* israélien, Avigdor Lieberman avait démenti que les avertissements américains et russes concernant une attaque contre l'Iran pourraient influencer une décision israélienne – en affirmant «cela ne les regarde pas». Puis il a précisé: «La sécurité des citoyens israéliens et l'avenir de l'Etat d'Israël sont de la responsabilité du gouvernement israélien.»

Selon les agences, la Russie aurait mis en garde Israël d'attaquer l'Iran à cause de son programme nucléaire, car une telle action militaire aurait des effets catastrophiques.

Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, *Gennady Gatilov* s'est exprimé ainsi: «Tout scénario militaire contre l'Iran aura tout naturellement des conséquences catastrophiques pour la région et pour tout le système de relations internationales. […] C'est pourquoi j'exprime l'espoir qu'Israël comprenne ces conséquences […] et que ses responsables prennent aussi conscience des conséquences que cela aurait pour leur pays.»

Selon le chef de l'état-major américain, le général *Martin Dempsey,* lors d'une interview donnée deux jours auparavant à CNN, une attaque israélienne serait pour le moins «imprudente». •

Source: *AP* et *Reuters* du 22/2/12

# L'OTAN contre la Syrie

## Une fois Assad parti, on aurait les Sunnites contre les Chiites contre les Alaouites contre les Chrétiens

*par Philip Giraldi**

*hd. A mi-décembre déjà, des experts américains ont attiré l'attention sur le fait de fortes influences externes sur les révoltes en Syrie et leurs conséquences.*

Les Américains devraient se soucier de ce qui se passe en Syrie, particulièrement du fait que cela pourrait déboucher sur une guerre non déclarée comme en Libye, mais bien plus grave. La secrétaire d'Etat *Hillary Clinton,* en a appelé à un changement de régime en prédisant, il y a quelques semaines, une guerre civile. C'est parfaitement plausible dans la mesure où le régime, fortement séculaire et nationaliste de *Bashar al-Assad,* tomberait. Alors les Sunnites affronteraient les Chiites, lesquels s'en prendraient aux Alaouites. Les Chrétiens du pays seraient la proie des agresseurs. Curieusement, nombre de chrétiens à Damas sont des Irakiens qui ont vécu les derniers moments de la délivrance dans leur pays et durent s'enfuir pour sauver leur vie.

L'OTAN est déjà secrètement engagée dans le conflit de Syrie, la Turquie ayant en mains la direction des opérations en tant que représentant des Etats-Unis. Le ministre des Affaires étrangères turc, *Ahmet Davitoglu,* a concédé que son pays était prêt pour une invasion dès lors que les alliés occidentaux seraient unis pour ce faire. L'intervention s'appuierait sur des principes humanitaires, dans le but de protéger la population civile, ce qui se trouverait justifié par la doctrine de la «responsabilité de protéger», déjà utilisée lors de l'intervention en Lybie. Selon des sources turques, l'invasion commencerait par la création d'une zone tampon à la frontière turco-syrienne, puis elle serait étendue. Aleppo, la plus grande et la plus cosmopolite des villes syriennes, en serait le joyau sur lequel les forces d'intervention turques auraient déjà jeté leur dévolu.

Des avions de combat de l'OTAN, sans signe distinctif, apparaissent actuellement sur la base militaire turque d'Iskenderum à la frontière syrienne et amènent tant des armes des arsenaux de *Muammar Gaddafi* que des volontaires du Conseil provisoire national libyen, lesquels ont quelque expérience de combat contre des soldats entraînés, acquise lors de leurs affrontements avec les soldats de Gaddafi. De plus, Iskenderum est le siège de l'*Armée syrienne libre,* le bras armé du *Conseil national syrien.* Des instructeurs français et anglais pour les forces spéciales se trouvent sur place et apportent leur soutien aux rebelles syriens. De leur côté, la CIA et le *US Spec Ops* [*US Special Operations Command;* sigle USSOCOM ou SOCOM] fournissent du matériel de communication et des informations des services secrets afin d'aider les rebelles à éviter des concentrations de soldats syriens.

Certains analystes de la CIA expriment leurs doutes quant au déclenchement d'une guerre. Le rapport des Nations Unies, souvent cité, selon lequel 3500 civils auraient été tués par les soldats d'Assad, se base principalement sur la source des rebelles et n'est pas confirmé. L'agence a refusé d'avaliser les exigences. De la même façon les récits de désertions en masse de l'armée syrienne et de combats entre soldats syriens et déserteurs se révèlent être des inventions, alors même qu'on a la confirmation de certaines désertions individuelles. L'affirmation du gouvernement syrien qu'ils sont attaqués par des rebelles armés, entraînés et financés par des gouvernements de pays étrangers paraît assez crédible.

Aux Etats-Unis, de nombreux partisans d'Israël souhaitent un changement de régime, estimant qu'une Syrie affaiblie et divisée par une guerre civile ne serait plus une menace pour Tel Aviv. Il faudrait toutefois y réfléchir, car ce genre de développement peut facilement se retourner en son contraire. L'opposition politique la mieux organisée et financée en Syrie sont les Frères musulmans. •

Source: The American Conservative du 19/12/11
(Traduction *Horizons et débats*)

* *Philip Giraldi* est ancien collaborateur de la CIA et actuellement directeur responsable du «Council for the National Interest».

L'«Agence fédérale des situations d'urgence» [«Federal Emergency Management Agency»] (FEMA) – un nom vraiment anodin – a déjà préparé 800 «camps de la FEMA» aux Etats-Unis. Le terme de camp, qui résonne de manière anodine dans nos oreilles ne doit pas masquer le fait qu'il s'agit là d'une sorte de «camps de concentration» au sein desquels aucune assistance médicale n'est prévue pour les occupants. La FEMA est directement soumise au Département de la Sécurité intérieure des Etats-Unis et serait, en situation d'urgence nationale (tels de grands troubles), dotée de pouvoirs étendus actuellement déjà formulés …

Les pouvoirs s'étendraient par exemple à la saisie de tous les établissements de communication, l'interruption de l'approvisionnement général en électricité et la saisie des combustibles et des moyens de transport, l'appel de tous les habitants des Etats-Unis(!) à une sorte de service de travail obligatoire («Arbeit macht frei»?), pour lesquels on peut aussi séparer les familles. Des droits de saisie étendus dans le domaine médical et social, la saisie d'immobiliers et de patrimoines privés pour favoriser des déplacements forcés, la limitation supplémentaire de la liberté de mouvement etc. Au cours des derniers 10 ans, les Américains ont pu se procurer suffisamment de connaissances et d'expérience correspondantes à Guantánamo …

*Source: Vertraulicher Schweizer Brief du 11/2/12*

**«Déstabilisation politique …»**
suite de la page 1

nus par l'étranger de fomenter la violence en Syrie est une preuve évidente de son manque de légitimité. Même si la télévision syrienne montre des stocks d'armes capturés et diffuse des confessions de terroristes décrivant la manière dont ils ont obtenu des armes provenant de l'étranger, l'OTAN et le GCC continuent de préparer des lois destinées à contraindre le régime d'el-Assad à démissionner. Face à une véritable campagne de sabotage financée par l'étranger, des pirates informatiques syriens se sont attaqués au «Syria Live Blog» d'*Al-Jazira* qui couvre les troubles de manière continue. Le réseau de pirates a audacieusement accusé *Al-Jazira* de diffuser «des informations fausses et inventées afin d'attiser la sédition dans le peuple syrien pour poursuivre les objectifs de Washington et de Tel-Aviv».

### Comment on désinforme à l'aide de Twitter et de Facebook

Par les propos enflammés de *Susan Rice* qui s'acharne à condamner el-Assad – comme elle avait condamné Kadhafi auparavant – les Etats-Unis tentent de nouveau d'invoquer la doctrine du *droit de protéger* pour agir directement contre le régime d'el-Assad. Autre parallèle avec le conflit libyen: le nombre officiel ahurissant de victimes avancé par les Nations Unies provient uniquement de groupes de défense des droits humains soutenus par le *National Endowment for Democracy*, la *Cour pénale internationale* et le *Conseil national syrien*. Les chiffres officiels proviennent uniquement d'une obscure organisation connue sous le nom d'*Observatoire syrien des droits humains (SOHR),* basée à Londres et non en Syrie, qui reposent essentiellement sur des ouï-dire, des vidéos de *You Tube* et des tweets de militants. Les informations contestées du SOHR sont des «preuves» qu'aucun tribunal n'accepterait et elles ne devraient surtout pas constituer la base de résolutions des Nations Unies. Le directeur de l'Observatoire *Rami Abdelrahman* collabore directement avec le ministre britannique des Affaires étrangères *William Hague* et ne tire sa légitimité que de relations avec des réseaux de la société civile financés par des sociétés privées et des fondations. L'affirmation selon laquelle les forces de sécurité d'el-Assad tuent sans distinctions des quantités de nouveau-nés est manifestement un produit du *Foreign Office* britannique.

### La Ligue arabe et son rapport

Rien ne renseigne mieux sur la guerre permanente des médias en Syrie que le rapport établi par la mission d'observation de la *Ligue arabe*. Il a été totalement ignoré par les médias de masse après que le Qatar – seul pays du Comité ministériel de la Ligue arabe à le faire – en eut contesté le contenu. Le rapport concluait de manière incontestable que le gouvernement syrien ne tirait pas sur les manifestants pacifiques. En outre, le rapport attribue à des bandes armées des attentats à la bombe contre des bus civils, des trains transportant du diesel, des bus de la police, des ponts et des oléoducs. Lors d'une interview, l'observateur de la Ligue arabe *Achmed Manaï* se félicite du veto sino-russe au Conseil de sécurité et encourage le gouvernement syrien à faire des réformes. Manaï a déclaré: «La Ligue arabe est complètement discréditée pour avoir enterré le rapport de sa propre mission d'observation et renoncé à son appel au Conseil de sécurité. Il a manqué l'occasion de participer au règlement de la question syrienne. Tout ce qu'il pourra proposer à l'avenir sera sans valeur.»

Alors que, comme on pouvait le prévoir, le rapport initial de la mission d'observation est absent des médias de masse et jugé médiocre (probablement parce qu'il contredit la ligne officielle des puissances occidentales et de celles du Golfe), le chef de la mission de la *Ligue arabe Mohammed al-Dabi* a démissionné officiellement: «Je ne veux plus travailler dans le cadre de la *Ligue arabe.* J'ai accompli ma tâche en toute honnêteté et transparence mais je ne veux plus travailler ici car la situation est faussée.» Les Nations Unies et la *Ligue arabe* se tournent actuellement vers ce qui était à l'origine une mission commune d'observation et qu'on appelle maintenant une mission de paix. La *Ligue arabe* prépare, en collaboration avec l'Arabie saoudite, une résolution presque identique à la première qui demande la mise sur pied d'une mission de paix armée pour la déposer à l'ONU. Très semblable à la tentative d'intimidation qui a précédé l'intervention en Libye, la nouvelle Résolution condamne el-Assad pour sa répression des manifestations par la force et demande une transition démocratique. On s'attend à ce que cette Résolution soit à nouveau refusée par les Russes et les Chinois, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, *Gennady Gatilov* ayant déclaré que le document était également «un projet de Résolution déséquilibré».

### L'ONU a le devoir de défendre la paix

Le conflit syrien a mis en lumière des divisions de guerre froide de longue durée entre les puissances mondiales. Le veto sino-russe opposé à la Résolution demandant une intervention a empêché les puissances occidentales d'opérer une agression à découvert, comme l'a montré le rôle joué par l'OTAN en Libye. Il semble que le régime d'el-Assad sera déstabilisé par des groupes clandestins de mercenaires résolus à commettre des actes aveugles de terrorisme tels que des assassinats perpétrés par des snipers et la pose de bombes artisanales. Ayant tiré les leçons de la Libye, la Russie et la Chine considèrent le rapport du Conseil des droits de l'homme de l'ONU - rédigé par *Karen Koning AbuZayd*, vice-présidente d'un laboratoire d'idées privé basé à Washington, le *Middle East Policy Council* – comme faisant explicitement partie des rapports sans grande valeur. La population civile est victime de paramilitaires armés qui se battent contre l'armée syrienne dans des zones résidentielles. Dans une interview, le général *Leonid Ivachov*, ancien chef d'état-major, assure que la Russie aidera à protéger l'Iran, la Syrie et le monde du fascisme américain. En soutien au gouvernement syrien, la Russie a envoyé d'importantes forces navales dans la région et la Chine a mis en garde contre des frappes visant la Syrie.

Il est vraiment paradoxal que les pays les moins aptes à dicter des principes de droits humains le fassent quasi librement sur la scène mondiale. Faisant allusion au veto sino-russe, Hillary Clinton a déclaré sans hésiter: «Ce qui s'est produit hier aux Nations Unies est une mascarade». Ensuite elle a demandé la formation d'une alliance internationale entre l'élite occidentale qui tire profit de la guerre et les monarchies absolues wahhabites du golfe Persique appelées de manière comique les «amis de la Syrie». Des appels internationaux demandant qu'on évite la violence n'ont guère influencé le GCC et ses mesures répressives brutales contre les chiites du Bahreïn. Chose incroyable, l'Arabie saoudite s'est engagée dans le dialogue sur la promotion des droits humains et de la démocratie. En effet, ce pays est peut-être la théocratie féodale la plus dure au monde, car elle interdit les partis politiques et les élections nationales et exécute les apostats de l'islam.

La chaîne iranienne *Press TV* a divulgué des informations sur les projets américains en Syrie. Le document appelle à reconnaître le *Conseil national syrien* comme le gouvernement légitime et accepté son installation en Turquie pour y travailler contre le régime d'el-Assad. Washington chargerait la Turquie d'envoyer des troupes en Syrie pour armer les forces d'opposition, qui seraient suivies par l'arrivée de combattants wahhabites et de mercenaires libyens. Fait inquiétant, le document précise qu'Israël entrera en jeu en effectuant des opérations militaires contre la Syrie. Si le régime ne s'écroule pas, les chaînes de télévision publiques syriennes seront démantelées et el-Assad sera assassiné. Etant donné la manière dont d'autres ennemis de l'Occident ont été traités récemment, la suite d'événements évoqués par *Press TV* ne surprendrait guère. Les wahhabites du golfe Persique sont des instruments de l'agression américaine dans leurs efforts pour dominer les factions religieuses chiites alaouites soutenues par la Syrie et l'Iran, mais aussi pour s'assurer une place en tant que puissance régionale.

Les affaires intérieures de la Syrie ont peu d'effets sur les puissances qui tentent de faire tomber el-Assad. La vraie priorité consiste à isoler davantage l'Iran en éliminant son allié chiite alaouite de Damas. Israël tirerait un énorme bénéfice du renversement du régime el-Assad puisque le *Conseil national syrien* promet de rompre les liens avec l'Iran et de mettre fin aux livraisons d'armes au Hezbollah et au Hamas. Si le gouvernement syrien tombait et que l'Iran soit directement menacé, le risque d'un conflit régional serait extrêmement sérieux au cas où la Chine et la Russie interviendraient pour défendre l'Iran. Un tel conflit aurait des conséquences préjudiciables à l'économie mondiale qui pourraient entraîner une crise financière hyper-inflationniste. William Hague et les financiers multimilliardaires qui soutiennent les groupes de la société civile qui accordent une légitimité aux acteurs violents de l'opposition ne sont pas les représentants légitimes du peuple syrien. Bien que les réformes aient été lentes, le gouvernement el-Assad est en passe d'élaborer un projet de nouvelle constitution. Le pouvoir syrien souverain a essuyé les critiques de puissances qui prétendent défendre le peuple syrien. Une tentative d'assassiner el-Assad pourrait avoir des conséquences semblables à celles de l'assassinat de l'archiduc *François-Ferdinand*. Comme le *Conseil national syrien* demande la création d'une zone d'interdiction aérienne sur la Syrie, les membres de la communauté internationale qui ont un reste d'honnêteté doivent agir avec diligence afin de désamorcer le conflit dans la région. •

Source: nilebowie.blogspot.com, www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=29285

(Traduction *Horizons et débats*)

### La responsabilité de protéger: Dany est favorable à des interventions tous azimuts

«A mon avis, *Paul Berman* est le premier à décrire avec précision comment nous, la génération de mai 68, les Verts actuels, les spontanéistes de Francfort, tous membres de l'extrême gauche, sommes devenus des partisans des interventions humanitaires, comment nous y avons réfléchi, en avons discuté de long en large et nous y sommes finalement résolus. Il l'a montré en évoquant les biographies de *Joschka Fischer,* de *Daniel Cohn-Bendit* et de *Bernard Kouchner* en les liant à la pensée d'*André Glucksmann* et de *Régis Debray* qui ont eu manifestement plus d'influence sur nous que nous ne le croyions. […]

Ce dont je me souviens le mieux, c'est des discussions approfondies que j'ai eues avec Dany lors de petits déjeuners quand nous étions en vacances au Gurp, dans le Sud de la France.»

*Source: Tom Königs, Machen wir Frieden oder haben wir Krieg? Berlin, 2011, p. 121 sqq.*

*(Traduction Horizons et débats)*

## «Démocratie» (façon US) pour la Syrie?

C'est bien un des problèmes géopolitiques majeurs de notre temps que les forces dirigées par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et Israël soient de plus en plus hors contrôle. Ils n'ont pas de scrupules à risquer une guerre nucléaire à l'échelle mondiale, si cela est nécessaire pour atteindre leurs buts politiques, financiers – voire messianiques! Il est impératif de les stopper. Il y a un an, les alliés occidentaux ont lancé des opérations secrètes déclenchant le soi-disant printemps arabe qui a causé des centaines de milliers de morts, de blessés et la destruction et le déclin de la Libye. Les alliés occidentaux oseraient-ils inscrire l'Irak, l'Afghanistan et la Palestine sur leur liste des pays du printemps arabe pour leur conseiller de s'insurger avec des armes contre leur envahisseur?

La Syrie est uniquement un autre exemple de la double morale occidentale. Le monde occidental se plaint que *Bachar el-Assad* combatte justement les terroristes qu'il finance, mais ne dit rien quand Israël lance des bombes à sous-munitions et au phosphore sur la population civile de Gaza. Ils ont envahi la Lybie pour «protéger la population civile», mais ont discrètement détourné les yeux lorsque leurs demi-alliés militaires égyptiens ont opprimé le peuple en assommant de jeunes femmes dans les rues du Caire. Tout comme *Franklin D. Roosevelt* répondit une fois à un conseiller personnel qui lui avait expliqué que le dictateur *Anastasio Somoza* était un SOB (son of a bitch, fils de pute) total: «Oui! Il est un fils de pute, mais il est notre fils de pute …!»

En ce moment la Syrie est entraînée vers une guerre civile. Pouvons-nous croire tout ce que les médias occidentaux rapportent et ce que les gouvernements occidentaux répètent? Souvenez-vous de la rhétorique «Eliminez Saddam, si vous ne voulez pas de champignon atomique sur une de vos villes»? Aujourd'hui l'agence de presse syrienne SANA communique une toute autre version des incidents à Homs, en déclarant que «lundi des groupes terroristes armés ont attaqué dans diverses régions de la ville de Homs des citoyens et des policiers, … les autorités les ont poursuivis et se sont heurtées à eux. Des groupes terroristes armés ont fait exploser deux charges explosives derrière l'immeuble des services techniques dans le quartier Al-Dablan à Homs. Des terroristes lançaient des grenades sur divers quartiers de Homs, pendant que d'autres cambriolaient des maisons dans le district gouvernemental Idleb. Dans la ville de Rastan un certain nombre de citoyens a fui devant un groupe de terroristes armés et s'est réfugié dans une mosquée; les terroristes y ont mis le feu et ont tué ou blessé quelque citoyens.» Pourquoi les médias occidentaux n'en parlent-ils pas. Réfléchissez là-dessus: Si le Mossad, la CIA et le MI6 sont soupçonnés d'assassiner des atomistes iraniens dans les rues de Téhéran en exerçant un terrorisme effronté financé par l'Etat, ne seraient-ils pas en mesure de le faire à grande envergure au sein de la Syrie? A chaque fois que nous sommes témoins de violence atroce mais d'origine obscure – que ce soit en Egypte, en Syrie, en Iran, en Lybie, le 11-Septembre à New York ou le 7 juillet à Londres – deux conditions-clés doivent être démêlées: 1. A qui profite la violence? 2. D'où vient l'argent? (Qui paye pour les bombes, la logistique, les balles, le support par satellites et drones?)

Conclusion: Peut-être les U.S.A., la Grande-Bretagne et la France veulent-ils attaquer l'Iran en traversant la Syrie. Peut-être Israël veut-il attaquer l'Iran en fonçant directement dessus? Peut-être sont-ce les deux faces d'une même médaille …

*Source: Adrian Salbuchi, in: Russia Today, du 22/2/12*

*(Traduction Horizons et débats)*

# L'art occidental de susciter le terrorisme

*par Barak Ravid*

*Le magazine «Foreign Policy» cite des documents de la CIA de 2007–2008 selon lesquels le Mossad aurait recruté des membres du groupe terroriste Jundallah pour la lutte contre Téhéran. Comme on l'a appris, les USA étaient en colère contre Israël et ils ordonnèrent la limitation des programmes communs des services secrets.*

Des agents israéliens du Mossad se firent passer pour des fonctionnaires de la CIA pour recruter des membres d'un groupe terroriste pakistanais qui devaient exécuter des assassinats et des attentats contre le régime en Iran, révéla *Foreign Policy* vendredi en se basant sur des notes de dossier du service secret américain.

*Mark Perry* de *Foreign Policy* raconta que l'opération du Mossad de 2007–2008 avait été exécutée dans le dos du gouvernement américain, ce qui par conséquent échauffa les oreilles de *George W. Bush,* le président des USA.

Perry cite un certain nombre de fonctionnaires des services secrets américains et prétend que les agents du Mossad utilisaient des dollars américains et des passeports américains pour se faire passer pour des espions de la CIA et pour essayer ensuite de recruter des membres de la *Jundallah*, une organisation sunnite extrémiste, fondée au Pakistan, qui a exécuté une série d'attentats et assassiné des fonctionnaires gouvernementaux en Iran.

Selon ce reportage, les tentatives de recrutement israéliennes eurent lieu principalement à Londres, exactement sous le nez des fonctionnaires des services secrets américains.

*Foreign Policy* cite mot à mot un fonctionnaire des services secrets américains: «C'est étonnant que les Israéliens aient pensé qu'ils allaient s'en tirer. Leurs tentatives de recrutement avaient presque lieu à ciel ouvert. Ils en avaient apparemment rien à branler de ce que nous en pensions.»

Perry affirme que, selon un fonctionnaire des services secrets américains actuellement en activité, Bush «explosa littéralement» lorsqu'il en fut informé.

«Le rapport enflamma les craintes de la Maison blanche, que le plan mettrait des Américains en danger», dit le fonctionnaire des services secrets à Perry. «Il n'y a aucun doute que les USA ont collaboré avec Israël en matière d'opérations de services secrets contre les Iraniens, mais ça c'était d'une autre nature. C'est égal ce qu'on pense, mais nous ne sommes pas impliqués dans l'assassinat de fonctionnaires ou dans des meurtres de civils iraniens.»

Le fonctionnaire des services secrets dit que jusqu'à la fin de son mandat, l'administration Bush n'avait rien eu à faire avec cette affaire. Il fit remarquer que l'opération israélienne avait menacé la relation fragile de l'administration américaine avec le Pakistan, laquelle subissait une pression énorme de la part de l'Iran d'intervenir durement contre *Jundallah*.

Selon le fonctionnaire des services secrets, un haut fonctionnaire gouvernemental jura «d'enlever les gants de velours» envers Israël, mais en fin de compte, les Etats-Unis n'ont rien fait.

«Finalement c'était simplement plus facile de ne rien faire, vous savez, plutôt que de soulever de la poussière», dit encore le fonctionnaire des services secrets.

Perry cite ensuite littéralement quelques fonctionnaires encore actifs ou à la retraite en disant qu'apparemment, l'opération du Mossad déclencha un débat enflammé au sein de l'équipe de la sécurité nationale de Bush, qui ne fut dissoute que lorsque le président américain *Barack Obama* réduisit drastiquement le programme commun des services secrets des USA et d'Israël contre l'Iran.

Le Département d'Etat américain a nié avec véhémence quelque relation que ce soit avec *Jundallah* et beaucoup de fonctionnaires des services secrets américains en veulent aujourd'hui encore à Israël à cause de l'opération de 2007–2008.

*Foreign Policy* cita littéralement un fonctionnaire des services secrets en disant qu'«Israël devrait travailler avec et non contre nous. S'ils veulent faire couler le sang, ce serait très utile, s'il s'agissait de leur sang et pas du nôtre. Comprenez-vous, ils devraient constituer un avantage stratégique. Et savez-vous quoi? Entre-temps, il y a une foule de gens, des gens importants, qui ne partent simplement plus du principe que c'est le cas.»

La CIA, la Maison blanche et le Mossad ont renoncé à réagir à l'article de *Foreign Policy* quand il était encore sous presse. •

Source: *www.haaretz.com* du 13/1/12, © Barak David «Israeli Mossad agents posed as CIA spies to recruit terrorists to fight against Iran»

(Traduction *Horizons et débats*)

Des experts attirent l'attention sur le fait qu'une attaque israélienne sur les centrales nucléaires iraniennes est imminente, quand des pilotes israéliens apparaissent sur des porte-avions devant la côte iranienne, afin d' «explorer le terrain avoisinant». D'un coup, Israël serait ainsi débarrassé du problème de ravitaillement en carburant et en munition pour ses attaques …

*Source: Vertraulicher Schweizer Brief du 11/2/12*


## *Horizons et débats*

*Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité*
*Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains*

*Editeur*
Coopérative Zeit-Fragen
*Rédacteur en chef*
Jean-Paul Vuilleumier
*Rédaction et administration*
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
*CCP 87-748485-6*
*IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6*
*BIC: POFICHBEXXX*
*Imprimerie*
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– Euros

ISSN 1662 – 4599


*© 2012 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».*

# Thaïlande: c'étaient les Moudjahidines-e Chalk

*Un leader des musulmans chiites thaïlandais a révélé que les quatre suspects de l'attentat à la bombe du 14 février à Bangkok, étaient des membres de l'organisation terroriste anti-iranienne des Moudjahidines-e Chalk (les MKO sont également connus sous les noms de MEK, NCR et PMOI).*

Le «Bangkok Post» a cité le leader des musulmans chiites thaïlandais, *Seyed Souleiman al-Hosseini* qui affirmait que les quatre suspects iraniens de l'attentat à la bombe du 14 février à Bangkok, étaient des membres du groupe déserteur des *Moudjahidines-e Chalk*.

Al-Hosseini ajouta que le MKO était inconnu des autorités et des forces de sécurité thaïlandaises et que ce groupe était depuis 1997 sur la liste des organisations terroristes du ministère des Affaires étrangères américain et que – tenant compte de leurs activités dans le passé qui consistaient à renverser l'establishment iranien – ils avaient vraisemblablement commis cette attaque pour diffamer la République islamique d'Iran.

Il ajouta: «Un rapport secret des autorités de sécurité iraniennes révèle aussi que les personnes responsables de l'attentat commis récemment sont des membres du MKO.» Le savant et chercheur musulman rappela les bonnes relations entre l'Iran et la Thaïlande et dit que Téhéran ne commettrait jamais de pareilles actions qui nuisaient aux fortes relations entre les deux pays.

Le 14 février, un homme lança une grenade sur des policiers thaïlandais et sur un taxi. L'explosion blessa grièvement l'agresseur. La police de Bangkok fit savoir qu'elle avait trouvé des papiers d'identité iraniens sur l'homme mutilé.

Plus tôt ce même jour, une maison, qui selon les indications de la police avait été louée par trois hommes d'origine iranienne, fut détruite selon des reportages, par l'explosion accidentelle d'un dépôt clandestin de bombes. Selon la police thaïlandaise, une troisième explosion se produisit peu après dans une rue des environs.

Les trois explosions se produisirent un jour après les attaques à la bombe contre des membres des ambassades israéliennes en Inde et en Géorgie.

L'Iran condamna les attentats terroristes de la capitale thaïlandaise, rendit des agents israéliens responsables de l'attaque et réfuta les accusations israéliennes selon lesquelles Téhéran était derrière ces explosions.

*Ramin Mehman-Parast*, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, condamna les explosions de bombes et dit que des agents israéliens sont souvent les auteurs de pareilles actions terroristes.

Auparavant, *Benjamin Netanyahu,* le Premier ministre israélien, avait accusé l'Iran d'avoir organisé les attaques. L'Iran a réfuté l'accusation en disant qu'elle était sans fondement et que c'était un effet de publicité, en ajoutant que cela faisait partie de la guerre psychologique que Tel-Aviv menait contre la République islamique.

Un diplomate iranien expérimenté attaqua Israël pour ses accusations sans fondements concernant l'implication de l'Iran dans les récentes attaques terroristes et dit que le régime était lui-même le principal suspect qui se trouvait derrière ces attentats.

«Si nous considérons l'affaire à fond et de façon raisonnable, nous découvrirons qui se cache derrière le scénario», déclara l'ambassadeur iranien en Thaïlande, *Majid Bizmark* dans une interview avec le journal local «Daily Nation» et il ajouta que les principaux suspects étaient les sionistes (Israéliens).

L'Iran a réfuté les affirmations disant que les coupables étaient de nationalité iranienne et il affirma que les papiers d'identité qui avaient été trouvés sur les lieux du crime pourraient aussi faire partie d'un jeu goupillé à l'avance par des agents israéliens.

Bizmark dit en plus que l'ambassade iranienne en Thaïlande nourrissait de profonds soupçons concernant la véritable nationalité des suspects qui avaient été appréhendés par les autorités thaïes et malaises en possession de prétendus passeports iraniens, et il se demande s'ils sont vraiment des ressortissants iraniens.

«Nous ne savons pas qui ils sont – ça pourrait être n'importe qui», dit l'ambassadeur iranien.

Le MKO, dont la base principale est en Irak, a été mis sur une liste noire par une grande partie de la communauté internationale, y compris les USA.

Après la révolution, le groupe fit ses débuts par l'assassinat de citoyens et de membres des autorités en tentant de prendre le contrôle de la République islamique nouvellement établie. Il tua plusieurs des nouveaux leaders iraniens dans les premières années après la révolution, y compris le président *Mohammad Ali Rajayee,* le Premier ministre *Mohammad Javad Bahonar* et le ministre de la Justice *Mohammad Hossein Beheshti,* qui furent assassinés par le MKO en 1981, lors d'un attentat à la bombe.

Le groupe s'enfuit en 1986 en Irak, où il fut protégé par *Saddam Hussein* et où il aida le dictateur irakien à réprimer des révoltes chiites et kurdes dans le pays. Le groupe terroriste rejoignit l'armée de Saddam alors que les Irakiens déclarèrent la guerre à l'Iran (1980–1988) et tuèrent des milliers de civils et de soldats iraniens durant la guerre irakienne appuyée par les Etats-Unis contre l'Iran. •

Source: *http://english.farsnews.com/newstext.php?nn=9010175494* du 20/2/12

(Traduction *Horizons et débats*)


## *Horizons et débats*

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- ❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– euros
- ❑ Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– euros
- ❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– euros
- ❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– euros
- ❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- ❑ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* nº _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / Nº: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich


# Pas de soutien aux USA en cas d'attaque contre l'Iran

Si les Etats-Unis décident d'attaquer l'Iran, ils ne peuvent pas compter sur l'aide du Pakistan, a déclaré le Président pakistanais *Asef Ali Zardari* vendredi passé à Islamabad.

«Le Pakistan et l'Iran ont besoin l'un de l'autre et ne vont tolérer aucun diktat étranger», a fait savoir Zardari lors d'une conférence de presse commune avec ses homologues d'Iran et d'Afghanistan.

De son côté le président iranien *Mahmoud Ahmedinejad* critique que «quelques Etats» se mêlent des affaires de la région et essayent d'y établir «leur hégémonie». Selon Ahmadinejad il n'y a pas de problèmes graves entre l'Iran, le Pakistan et l'Afghanistan. Ce seraient des «forces extérieures», qui provoquent les problèmes de la région. •

Source: *Ria Novosti* du 17/2/12

(Traduction *Horizons et débats*)

# Tous s'écrasent, sauf Hummler

## Le président de l'Association suisse des banquiers, Patrick Odier, tire dans le dos d'un associé gérant de la Banque Wegelin, qui est le seul à tenir tête aux Etats-Unis

Celui qu'on fait retomber du piédestal n'a pas de quoi rigoler. Voilà comment cela se passe en Suisse.

C'est *Konrad Hummler* qui en fait l'expérience personnelle actuellement. Le dirigeant de la *Banque Wegelin*, contre laquelle les Etats-Unis ont porté plainte, se retrouve être la brebis galeuse aux yeux de Swiss Banking.

Hummler est devenu une proie facile pour ses collègues de la branche. Le week-end passé, il a été la cible des cadres banquiers se sentant l'envie de faire preuve de leur courage, en fustigeant l'homme qui, il y a peu de semaines encore, était pour eux la star incontestée de l'industrie la plus importante en Helvétie.

*Patrick Odier,* banquier privé genevois et, en tant que président de l'Association suisse des banquiers, gardien-chef de la branche financière nationale a déclaré, samedi passé, dans la «Neue Zürcher Zeitung»: «Quant à la *Banque Wegelin*, je n'ai qu'une chose à dire; c'est que celle-ci se trouverait en flagrante contradiction avec la stratégie que s'est donnée la place financière suisse si l'acte d'accusation se révélait être exact.»

Et Odier de rajouter en claironnant que «sans connaissance des faits précis» cela lui semblait «incompréhensible, même s'il s'agissait de cas isolés.»

Des cas isolés? Premièrement, voilà entretemps 11 banques mises au pilori américain, à côté de *Wegelin*, notamment le *Crédit Suisse*, la *Banque Julius Bär,* les *Banques cantonales zurichoise* et *bâloise,* et d'autres entreprises financières «honorables» encore.

Deuxièmement, les rumeurs courent que les Etats-Unis sont en train de dresser une autre liste de suspects, dont d'autres banques suisses. Actuellement, personne ne sait précisément qui figurera sur cette liste.

Troisièmement, il s'avère que pratiquement la totalité de la place financière suisse est «contaminée» par des fonds américains non imposés provenant de *l'UBS.* Celle-ci administrait à peu près 20 milliards de dollars appartenant à 20 000 fraudeurs fiscaux. Si l'on admet que *Wegelin*, en profiteuse extrêmement active des fonds *UBS*, a accueilli une bonne centaine de clients américains, une question se pose: Où se sont donc réfugiés tous les autres?

S'il s'agissait «uniquement» de ces 11 banques, Berne ne se verrait pas contraint à négocier un arrangement général avec les Etats-Unis. Celui-ci doit atteindre que les attaques contre la place financière suisse toute entière soient abandonnées. (Nota bene: Dans ce cas-là, ce ne seraient que les banques qui seraient sauvées, mais pas les conseillers des clients qui s'étaient occupés des Américains ayant des fonds non imposés).

Odier le sait, étant le banquier suprême national et membre du comité dirigeant de *Lombard Odier,* l'une des banques privées genevoises les plus importantes. Pourquoi passe-t-il tout de même publiquement un savon à Hummler?

D'un côté, nombreux sont ceux qui s'associent au courant dominant. Actuellement, il est de mise de débiner Hummler. C'est une occasion de se présenter, soi-même, comme l'honnêteté en personne devant le public.

C'est à cette tentation-là que *Martin Senn*, CEO de Zurich Assurances, a également succombé. Venant de nulle part, celui-ci a pris la parole, dans les colonnes de la «Neue Zürcher Zeitung» du dimanche, par rapport à la plainte américaine contre *Wegelin*.

Senn commença en disant qu'il n'était «pas juge des banques» pour tout de suite passer à l'attaque: «Mais comme citoyen j'affirme que, dans toutes nos affaires, nous sommes tenus de respecter les préalables juridiques. Il n'est pas dans notre intérêt de passer à des affaires obéissant à un modèle qui enfreint les lois d'autres pays. Cela n'est ni dans l'intérêt de la Suisse, ni dans celui de nos entreprises.»

Une telle rhétorique bruyante poursuit toujours des buts bien définis. Il est évident qu'Odier et Senn veulent rendre responsables *Wegelin* et les autres instituts financiers ciblés unilatéralement pour que, dans cette grande action de purification, eux s'en sortent sains et saufs.

Car il ne s'agit de rien de moins que d'un arrangement global. C'est ce qu'envisage Odier, et c'est pour cela qu'il «s'engage», comme il le déclare à la «Neue Zürcher Zeitung».

Il y a quelques temps, les Etats-Unis ont mentionné la somme de 10 milliards de dollar. Même si l'on s'arrête à la moitié, la place financière suisse devra débloquer une somme énorme. Voilà donc la question centrale: «Qui payera?»

Pour le Genevois Odier et le Zurichois Senn c'est évident: Hummler & Co. Mais ils ont fait leur compte sans le renard futé de St-Gall. Dans l'armée, Hummler a parcouru la hiérarchie jusqu'à la fonction du colonel. Il sait comment analyser une situation menaçante, assurer ses propres options d'agir, décider sobrement et agir selon cette décision.

Cela est le monde de Hummler, là, le banquier déchu est dans son élément. Pour lui, il est donc exclu de se faire pousser dans ses derniers retranchements par un fonctionnaire tel qu'Odier. La semaine passée, Hummler a fait preuve de son esprit de combat. Tout d'abord, il s'est démis de sa fonction de président de la «Neue Zürcher Zeitung» pour protéger ses arrières en vue du combat final avec les Etats-Unis.

Ensuite, vendredi passé, il a laissé en plan son adversaire américain et il a fait savoir que sans avoir reçu un acte d'accusation, en bonne et due forme, aucun banquier de *Wegelin* n'apparaîtrait devant un juge d'outre-Atlantique.

Ainsi, pour le président des banquiers suisses Odier et ses amis dans l'administration bernoise, Hummler devient un élément imprévisible. Voilà que les Etats-Unis sont contraints à traîner en justice la banque *Wegelin* par une demande d'entraide judiciaire internationale.

Mais il n'y a que Berne qui puisse donner suite à une telle demande. Si le Conseil fédéral donne son aval, cela correspondrait à une décision préjudicielle au contenu suivant: «*Wegelin* n'a pas seulement enfreint la loi américaine, mais également les lois suisses.»

Ce serait la rupture de la digue. Toutes les banques accusées, y compris le *Crédit Suisse* avec son statut de «Too big to fail», et les deux banques cantonales profitant jusqu'à présent de leur garantie d'Etat, seraient abandonnées à la meute, par le verdict de l'instance suprême suisse.

Source: *Inside Paradeplatz* du 14/2/12
(Traduction *Horizons et débats)*

## Souveraineté, dignité, courage, crise économique et risque qu'il y a à vouloir satisfaire tout le monde

### A propos de l'attitude du gouvernement américain à l'égard de la Suisse

*me.* Remarques à propos des deux articles ci-contre:

A considérer la situation dans son ensemble, on constate que les Etats-Unis forcent brutalement la main à la place financière suisse. Ils accusent une douzaine de banques. Les unes ont pris les devants et négocient humblement, les autres gardent leur sang-froid et assurent qu'elles ne se laisseront pas intimider. C'est la stratégie adoptée par la *Banque Wegelin.* Il y va de la souveraineté nationale. Au territoire national correspond un peuple et sa compétence souveraine de fixer les règles sur ce territoire. Dans son essence, ce système est valable depuis la *Paix de Westphalie* de 1648. La législation d'un pays est valable uniquement sur son territoire.

Or depuis un certain temps, les Etats-Unis font comme si leurs lois étaient également applicables aux particuliers et aux sociétés d'autres pays. Aussi accusent-ils des banques suisses d'avoir violé le droit américain. Or le droit américain est valable aux Etats-Unis. En Suisse, on ne peut contrevenir qu'au droit interne (mis à part les accords de droit international, dont il n'est pas question ici). C'est pourquoi la *Banque Wegelin* n'a pas comparu devant des juges américains. Elle n'opère pas aux Etats-Unis et n'a pas incité des citoyens américains à violer les lois américaines. En outre, l'acte d'accusation n'a pas suivi la voie habituelle de l'entraide judiciaire, des Etats-Unis à Saint-Gall en passant par Berne. Les Etats-Unis font comme s'ils pouvaient citer devant leurs tribunaux n'importe qui sur cette terre.

Ce ne serait qu'une mascarade de carnaval si l'on ne constatait pas depuis longtemps que la justice américaine est un «capital» de l'Empire américain, au même titre que la Réserve fédérale, la haute technologie, la puissance militaire et la destruction culturelle. Depuis longtemps, on y prend en otage de manière criminelle des employés de banque étrangers si bien que plus personne ne veut plus s'y rendre à moins d'être obligé. Il faut que le gouvernement suisse remette les choses à leur place. On verra si, outre-Atlantique, on ira jusqu'à envoyer un commando des forces spéciales des Navy Seals à Saint-Gall comme à Abottabatt (Ben Laden), si l'«affaire» va être réglée à l'aide de drones – qui permettent maintenant aux Américains d'éviter les procès et Guantánamo – ou s'ils comprendront, comme l'a déclaré récemment un secrétaire d'Etat suisse, que Switzerland n'est pas le Swaziland.

Dans la guerre économique, la guerre psychologique joue un rôle important. La Suisse en fait l'expérience depuis le conflit «Suisse–Seconde Guerre mondiale» des années 1990. Il faudrait réactiver ces expériences. *Suzette Sandoz,* professeur et ancienne conseillère nationale, l'a récemment écrit très justement (cf. *Horizons et débats* n° 1 du 9/1/12):

«Comme les Etats-Unis vivent, pour d'autres raisons, une crise économique analogue, on peut hélas bien parler de guerre économique mondiale. Cette guerre, qui n'est pas militaire, implique d'abord des méthodes d'intimidation psychologique pour obtenir des avantages financiers. Et c'est sur ce plan notamment que le Conseil fédéral, mais aussi le Parlement, doivent être très fermes et unis. Il ne faut jamais céder à une accusation quelconque de type moral car c'est là que l'on essaie de nous ‹avoir›, sachant que nous voudrions être des parangons de vertu.»

Il n'est donc pas question de fraude fiscale, ce qui permettrait de faire de la Suisse un paria. C'est un prétexte malhonnête. Il s'agit de pouvoir, il s'agit de ramener de l'argent aux Etats-Unis, là où l'on en manque. On sait peu que dans certains Etats américains, comme le Delaware, il est beaucoup plus facile de blanchir de l'argent et de frauder le fisc qu'en Suisse et sur le continent européen (exception faite des îles pirates). Au Delaware, lorsqu'on ouvre un compte, on ne doit même pas présenter une pièce d'identité. L'ayant-droit économique peut rester dans l'ombre. Et les structures juridiques comme les trusts, qui sont interdites chez nous parce qu'elles se prêtent particulièrement bien au blanchiment d'argent, sont là-bas le moyen le plus utilisé. La lettre du conseiller national *Blocher* (reproduite ci-contre) attire l'attention sur ce fait.

Dans la guerre psychologique, on ne doit pas non plus oublier la «5e colonne». Quels Suisses sont à la solde de la partie adverse? On peut se demander quels intérêts défendent les différents représentants d'associations helvéto-américaines lorsqu'ils se montrent si malins et distribuent des notes.

Ajoutons le fait que des filiales suisses de banques américaines profitent sans vergogne du secret bancaire pour effectuer des opérations très étranges et ne sont pas inquiétées par la justice américaine.

Finalement, ceux qui conservent une grande partie de nos réserves d'or devraient se montrer moins arrogants. *Chavez* a rapatrié au Venezuela ses réserves d'or. Chez nous, une initiative populaire demande une démarche semblable. Et les Américains utilisent nos installations militaires du Valais où nos récepteurs espions dirigent leurs antennes vers le ciel. Cela ne doit pas obligatoirement rester ainsi.

Pourquoi ne sommes-nous pas plus dignes, plus virils? Nous devrions nous montrer prévisibles. Ce qui est valable pour nous est également valable pour les autres, et l'inverse est également vrai. Les mêmes règles pour tous et non pas deux poids deux mesures. Pourquoi ne laissons-nous pas de sang-froid partir certaines multinationales nerveuses plutôt que de nous incliner toujours plus bas devant elles et de faire aux baillis actuels des concessions indignes. Qu'ils aillent établir leurs quartiers généraux à New York! Ils se souviendront bientôt avec nostalgie de la Suisse, pays respectueux du droit. Nous préférons être plus pauvres et plus courageux mais plus libres et plus loyaux – comme nos ancêtres.

## Le deux poids deux mesures américain

Le fisc américain IRS exige des banques suisses qu'elles fournissent de manière généralisée des informations sur des contribuables américains et leur situation financière en Suisse. Les médias et les politiciens suisses ne prennent pas en compte que la situation sur la place financière américaine concernant la publication de données est très différente de ce que l'IRS exige de notre pays, car les Etats-Unis ont, concernant les clients étrangers, des règles de discrétion des plus sévères.

A l'exception du Canada, où les USA ont un accord mutuel sur l'échange des données, on n'y recense pas de données de clients de banques étrangers, et encore moins les transmet-on à d'autres Etats. Le fisc américain est d'avis que les clients étrangers n'ayant pas de domicile aux Etats-Unis n'y sont pas imposables, et qu'il n'y a ainsi pas de nécessité de recenser des données.

Le Mexique essaie depuis plusieurs années, sans succès, de pousser les autorités américaines à lui fournir des informations sur la fortune et les transactions de ressortissants mexicains, surtout en cas de soupçon de trafic d'armes ou de drogues. Les Etats-Unis s'y opposent. Ainsi, des parlementaires de l'Etat de Floride s'y sont opposés avec succès le 2 mars 2011 dans une lettre adressée au président Obama. Ils font valoir qu'un changement de la pratique, c'est-à-dire la récolte et la transmission d'informations concernant des transactions d'étrangers, mènerait à une fuite de capitaux vers d'autres places financières. Ainsi l'on perdrait des emplois et des capitaux pour des investissements aux Etats-Unis. La raison pour laquelle les étrangers ne payent pas leurs impôts dans leurs pays serait que leurs gouvernements ne seraient pas dignes de confiance. Une déclaration officielle de la situation financière effective présenterait un danger pour la sécurité personnelle des personnes concernées. En raison de ces arguments, on continue aux Etats-Unis à ne pas recenser les données sur les capitaux déposés par des étrangers. Les intérêts sur ces avoirs ne sont pas imposables, et les pays d'origine de ces titulaires de compte ne reçoivent pas non plus d'informations sur le montant des intérêts versés.

Lors des négociations avec les Américains, nos politiciens devraient être si bien informés qu'ils pourraient tendre le miroir aux Américains sur leur propre pratique, et les confronter avec le fait qu'ils exigent de la Suisse des informations qu'eux-mêmes ne recensent pas sur leur propre place financière et ne transmettent encore moins à d'autres Etats.

*Christoph Blocher, Herrliberg*
*Conseiller national UDC*

Source: Lettre de lecteur parue dans la *Neue Zürcher Zeitung* du 14/2/12
(Traduction *Horizons et débats)*

Global+

# Economisation excessive de l'aide au développement?

## Restons-en aux objectifs sociaux au lieu de céder à des fantasmes globaux et à la bulle économique verte

*par Michèle Laubscher*

L'OCDE, club des pays industrialisés, revient dans son *Rapport sur la coopération pour le développement 2011* sur les 50 dernières années et s'interroge sur les défis à venir.[1] Neuf auteurs s'y expriment, parmi lesquels *James Wolfensohn*, ancien président de la *Banque mondiale*, *Michelle Bachelet*, directrice d'*ONU Femmes* et *Donald Kaberuka*, président de la *Banque africaine de développement*. Il en résulte une série de postulats qui n'offrent pas une idée d'ensemble très claire mais confirment certaines tendances.

### Critique des ODM

Le Rapport reconnaît l'importance des *Objectifs du Millénaire (ODM)* qui ont donné un nouvel élan à l'aide au développement et à son financement, mais en même temps, il les critique parce qu'ils sont trop axés sur la dimension sociale et négligent la croissance économique.

Cette critique correspond bien à la tendance internationale actuelle. Des agences de développement gouvernementales et la Commission européenne, des banques de développement et le G 20 demandent de plus en plus que l'on abandonne les objectifs sociaux pour s'orienter vers la croissance économique avec le secteur privé comme moteur du développement. Mais comment les pays pauvres vont-ils promouvoir la croissance économique et renforcer le secteur privé si de grandes parties de la population sont sous-alimentées, sans formation et souvent malades? Ceux qui critiquent les ODM répondent de manière vague en disant que la croissance doit être globale, verte et s'adresser à un large public.

Les auteurs s'accordent sur un point: la coopération pour le développement doit aller au-delà de la lutte contre la pauvreté, elle doit comprendre des thèmes comme le climat, l'inégalité des sexes, favoriser l'équilibre macroéconomique et le commerce, protéger la biodiversité, imposer les droits de l'homme, garantir aux peuples indigènes le contrôle de leurs ressources, servir de levier aux investissements privés, développer les infrastructures (transports, énergie, etc.). A voir cette liste presque infinie, on ne s'étonnera pas que l'ancien président du *Comité d'aide au développement (CAD)* de l'OCDE *Richard Manning* pose la question – rhétorique – de savoir si l'aide au développement ne devrait pas se fixer pour objectif la «gestion durable de la planète».

Pour *Jean-Michel Severino,* ancien directeur de l'*Agence française de développement*, ce n'est pas une question mais un impératif: l'aide au développement devrait être rebaptisée «politique sociale mondiale» et s'occuper de la totalité des biens publics mondiaux.[2]

### Approvisionnements de base vs biens publics mondiaux

Certes, les biens publics mondiaux jouent un rôle décisif dans le développement d'un pays, mais il serait dangereux d'en déduire que la mission de la coopération pour le développement consiste à conserver ces biens ou à les mettre à disposition pour que les pays pauvres puissent se développer. Richard Manning en montre très clairement les risques: les pays pauvres pourraient se voir contraints d'investir l'aide au développement d'une manière qui profite avant tout aux autres. Il mentionne l'exemple des technologies énergétiques coûteuses. Il est à craindre que ces investissements forcés dans des biens publics mondiaux empêchent quasiment les pays dépendants de l'aide d'investir de manière équilibrée les moyens mis à leur disposition.

En d'autres termes, plus l'aide au développement sera investie dans les biens publics mondiaux, moins les pays dépendant de cette aide la consacreront aux approvisionnements vitaux de leur population. D'autre part, il existe des interactions entre ces biens et la lutte contre la pauvreté: les conséquences du réchauffement climatique, les pandémies comme celle de VIH/sida et les crises financières augmentent la pauvreté.

C'est pourquoi, selon Manning, il est impossible de déterminer précisément si l'on finance le développement ou les biens publics. Il estime que pour sortir de ce dilemme, l'aide au développement doit aborder plusieurs thèmes mais en même temps mettre davantage l'accent sur la lutte contre la pauvreté en se concentrant par exemple sur les 20% les plus pauvres des pays partenaires.

### Qui va payer?

Mais le Rapport ne dit pas comment financer ces nouvelles missions. Seul Severino s'exprime à ce sujet, mais de manière assez vague. Il propose d'imposer les élites riches de tous les pays au moyen d'une taxe sur les billets d'avion, mais il ne dit rien de la seule mesure qui serait vraiment efficace, c'est-à-dire une taxe sur les opérations de change. Selon une estimation du *Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)*, une taxe de 0,005% rapporterait chaque année 40 milliards de dollars. En déplaçant la virgule d'une position vers la droite, cette taxe resterait minime mais elle rapporterait suffisamment pour financer les ODM et les mesures de lutte contre le changement climatique nécessaires dans les pays en développement.

En revanche, le Français, qui siège aujourd'hui notamment au conseil d'administration de la multinationale *Danone*, se montre très concret en matière de comptabilité «créative»: Il suggère de considérer comme aide au développement la totalité des dépenses qui, sous une forme ou une autre, contribuent au développement des pays pauvres. Donc pas seulement la coopération officielle pour le développement financée par l'argent des contribuables mais également les financements privés tels que les taxes de solidarité sur des biens de consommation ou les fonds d'investissement socialement responsables de banques privées. Ce genre de calcul n'apporte pas un centime de plus, mais différents pays industrialisés y tiennent beaucoup car cela leur permettrait de faire meilleure figure, car ils sont loin d'honorer leurs promesses.

*www.alliancesud.ch*

Le financement de l'aide au développement n'est pas le seul sujet occulté par le Rapport. Il n'entre pas non plus dans le débat sur la cohérence de la politique de développement mise à mal par la politique économique extérieure des pays industrialisés. Or cette cohérence est beaucoup plus importante que l'aide au développement des pays pauvres.

L'OCDE se considère volontiers comme l'instance de référence pour l'aide au développement. Or si elle entend encore assumer ce rôle à l'avenir, elle doit éviter que l'aide ne soit détournée de sa finalité première pour devenir un système chargé de la gestion durable de la planète et des biens publics mondiaux. En effet, quelle que soit la nécessité d'une approche globale, ce n'est pas la mission de la coopération pour le développement. •

Source: *Global+*, nº 44 2011/2012
(Traduction *Horizons et débats*)

[1] *Development Cooperation Report 2011, www.oecd.org/dataoecd/40/S3/488o6367.pdf*

[2] Ils comprennent notamment l'air et l'environnement non pollués, la stabilité climatique, la paix, la sécurité, la lutte contre les pandémies et les migrations incontrôlées, la stabilité financière et les règles commerciales. Ces biens ne sont pas liés aux frontières nationales et sont en tout temps à la libre disposition de tous les hommes.

### La Suisse suit le mouvement

*ml.* De plus en plus, la Suisse investit également son aide au développement dans la gestion des biens publics mondiaux. Elle finance de plus en plus des domaines dont notre pays tire un profit direct, comme la stabilisation du climat ou la lutte contre les migrations incontrôlées. Et à l'instar d'autres pays industrialisés, elle s'oppose à de nouveaux moyens de financement des missions supplémentaires, comme la taxe sur les billets d'avion ou celle sur les opérations de change. En outre, elle ne veut pas utiliser une partie de la taxe carbone pour financer les mesures de lutte contre le changement climatique. En revanche, elle ne s'est guère prononcée sur les nouvelles propositions comptables. A vrai dire, elle profite déjà considérablement des astuces comptables existantes: L'année dernière, les frais de prise en charge des demandeurs d'asile venant de pays en développement ont représenté plus de 16% de l'aide au développement. Aucun autre pays de l'OCDE n'arrive à un pourcentage aussi élevé.

# Les magazines «Global+» et «Un seul monde» devraient se trouver dans toutes les salles de classe

## L'aide au développement dans l'enseignement

*www.deza.admin.ch*

*ev./thk.* Le professeur qui veut dialoguer ouvertement avec ses élèves du secondaire ou ses étudiants et s'intéresse à la vie de son entourage proche ou lointain sait que les jeunes sont très réceptifs aux questions humanitaires et sociales. Ainsi, on rencontre sans cesse des jeunes qui se proposent, spontanément ou à l'incitation d'autrui, d'élargir leur horizon et d'apprendre à connaître d'autres peuples et d'autres pays afin de contribuer à rendre le monde un peu plus juste. Les jeunes ont besoin d'un but dans la vie. Il nous appartient à nous adultes de répondre à cette ouverture et de diriger avec eux notre regard vers le monde. Au lieu de les abandonner, en raison d'idées fausses sur un «monde des jeunes» ou d'une «culture jeune» spécifiques, un monde d'ordinateurs souvent sans contenu ou d'une vie nocturne sans intérêt, nous pouvons leur donner beaucoup plus en les considérant comme nos futurs concitoyens avec qui nous devons aborder les questions actuelles de notre monde. Pour ce travail, les deux magazines présentés brièvement ci-après fournissent un excellent matériel pédagogique.

L'un des deux est le magazine «Global+», publié par *Alliance Sud*, organisation qui coiffe divers organismes caritatifs de Suisse. L'autre, qui s'intitule «Un seul monde», paraît chaque trimestre et est publié par la *Direction du développement et de la coopération (DDC)*. Ces deux publications apportent aux jeunes et aux adultes des informations de première main sur les difficultés rencontrées par les habitants des pays en développement et sur la manière dont on peut les aider grâce à la coopération pour le développement où s'engagent de nombreuses personnes.

Dans un article, «Global+» attire l'attention sur les problèmes qui se posent aux pays en développement si la coopération ne tient pas compte de leurs besoins et profite avant tout aux grands groupes qui apportent leur «aide». Ainsi, les multinationales respectent trop peu les lois de protection de l'environnement et du climat et les normes internationales en matière de sécurité du travail. Ici, le jeune lecteur peut se demander quelles règles contraignantes doivent aussi être respectées par les firmes étrangères.

Un autre article aborde le respect des droits de l'homme et pose la question de savoir dans quelle mesure les multinationales – aussi les suisses, pour lesquelles nos jeunes gens travailleront peut-être un jour – peuvent faire en sorte que les droits humains soient mieux respectés également dans les pays les plus pauvres.

«Un seul monde» informe le lecteur sur des projets bénéfiques de la coopération pour le développement. Alors qu'autrefois on tenait trop peu compte des expériences des populations indigènes et qu'on ne les impliquait pas dans les projets, aujourd'hui, la coopération pour le développement, comme son nom l'indique, se concentre sur la résolution commune des problèmes. C'est une tâche exigeante qui nécessite l'aptitude à comprendre la culture et les besoins des per-

Suite page 7

# Consommation continue de Cannabis (consommation de THC) et le risque d'être atteint d'une psychose pour la première fois et de vivre une persistance de symptômes psychotiques

## Etude de groupe avec le suivi des sujets d'expérience pendant dix ans

*hd.* Dans les années 90, on avait supposé, mais cela restait vague, que la consommation de Cannabis pouvait déclencher des psychoses, mais sans en être certain. Entre-temps le groupe de chercheurs *Rebecca Kuepper, Jim van Os, Roselind Lieb, Hans-Ulrich Wittchen, Michael Höfler* et *Cécile Henquet* s'est occupé de cette question pendant 10 ans, dans une étude de longue durée, et ils ont conclu: «La consommation continue de Cannabis est un facteur de risque de développement de symptômes psychotiques. La consommation régulière de Cannabis peut – par son effet sur la persistance des symptômes – augmenter le risque de développement de troubles psychotiques.» L'étude a été financée par le *Ministère fédéral de l'Education et de la Recherche* (Allemagne) (O1EB9405/6 et O1EB9901/6) et la *Fondation allemande pour la recherche* (DFG). Le texte complet de l'étude se trouve dans le *British Medical Journal* (BMJ) du 1er mars 2011. •

**Ce qui est déjà connu à ce sujet**

La consommation de Cannabis est en relation avec un risque augmenté d'être atteint de troubles psychotiques.

La relation chronologique entre la consommation de Cannabis et les premiers symptômes psychotiques est aussi inconnue que le mécanisme, par lequel la consommation de Cannabis a pour conséquence des troubles psychotiques.

**Ce que cette étude ajoute de neuf**

Chez des personnes sans antécédents psychotiques, la consommation de Cannabis précède le début de symptômes psychotiques. La consommation de Cannabis occasionnelle était associée à des symptômes psychotiques occasionnels 4 ans plus tard.

La consommation continue de Cannabis augmente probablement le risque d'être atteint d'une psychose en influençant la persistance de symptômes psychotiques (normalement passagers) chez les jeunes.

Russie

### Poutine veut des punitions plus sévères pour le trafic de la drogue

Le Premier ministre russe *Vladimir Poutine* juge nécessaire de renforcer la responsabilité pénale pour les crimes liés au trafic de la drogue.

«Vu l'énorme danger pour la société, nous ne pouvons, à mon avis, en aucun cas libéraliser la responsabilité de tout ce qui est lié à la propagation de drogues illégales, au contraire nous devons renforcer les poursuites judiciaires», a déclaré Vladimir Poutine lors d'une rencontre avec des policiers à Barnaul (Sibérie).

Il y a en même temps certaines limites qu'il serait parfois absurde d'étendre ou de réduire. «Il doit y avoir un corridor optimal pour une société donnée dans un temps donné», a ajouté Poutine.

*Source: RIA Novosti du 21/2/12*

Département fédéral de l'Intérieur (DFI):

# 1re Conférence nationale «Jeunes et violence» 2012

*L'éducation a une influence décisive sur le comportement futur des enfants et des adolescents. Pour cette raison, la famille est un point de départ très important pour poser les fondements d'une prévention efficace de la violence – le soutien des parents dans leur tâche d'éducation est donc primordial.*

*Surtout, les week-ends, les grandes villes suisses sont des pôles d'attraction pour de nombreux adolescents de la ville et de la campagne. Ce ne sont pas uniquement les centre-villes mais aussi les communes de banlieue ainsi que les transports publics qui sont concernés par les effets secondaires négatifs (violence, consommation d'alcool excessive, vandalisme etc.).*

*L'école est un lieu important pour pratiquer la prévention de la violence car tous les enfants et les adolescents peuvent y être contactés. Les associations de sport et les offres de loisirs sont aussi concernées par la violence juvénile. Là aussi, la question se pose de savoir comment on peut pratiquer cette prévention.*

### Pour une prévention efficace de la violence en Suisse: apprendre les uns des autres, par-delà les frontières des langues et les niveaux étatiques

La Confédération, les cantons, les villes et les communes ont lancé début 2011 le programme de prévention commun «Jeunes et violence», afin de poser au cours des cinq prochaines années les bases d'une prévention efficace de la violence dans notre pays. Ce programme est construit sur trois axes d'action:

- apprendre les uns des autres en matière de prévention et de lutte contre la violence juvénile;
- échanger et transmettre des connaissances sûres;
- améliorer la coordination entre prévention, intervention et répression.

Organisée conjointement par l'Office fédéral des assurances sociales, le Canton et la Ville de Berne, la 1re Conférence nationale «Jeunes et violence» entend proposer un état des lieux de la prévention de la violence en Suisse et des enjeux qui y sont liés.

Date: vendredi, 9 mars 2012 Lieu: Berne, Hôtel de Ville (Rathaus)

Heure: 9h30 à 16h30 Programme: *www.jeunesetviolence.ch*

**«Les magazines ‹Global+› et …»**
suite de la page 6

sonnes concernées si l'on veut leur apporter une aide concrète. La coopération entre les populations indigènes et les collaborateurs de la DDC montre aux élèves comment les différentes cultures peuvent résoudre les problèmes en commun et leur suggère des modes d'action qu'ils peuvent appliquer dans leur propre vie.

Les rapports provenant des pays où la DDC est présente et qui sont publiés dans «Un seul monde» informent sur des activités réussies de la coopération suisse pour le développement.

Les deux magazines donnent aux jeunes un aperçu réaliste – qui fait appel à la compassion et au sens des responsabilités – des difficultés auxquelles doivent faire face les habitants de différentes régions du monde, difficultés dont nous n'avons guère l'idée dans nos pays industrialisés. Les auteurs ne décrivent pas uniquement la misère, ils montrent aussi les succès de l'aide au développement et comment les conditions de vie des gens de ces pays s'améliorent. Ils abordent également des questions d'écologie, d'agriculture, d'approvisionnement en eau, d'infrastructures, etc.

La DDC offre un merveilleux matériel pédagogique qui informe professeurs et élèves d'une manière concrète et vivante sur les problèmes actuels. Différents DVD qui présentent des projets de la coopération pour le développement sont disponibles. Il existe également un autre matériel pédagogique composé de neuf modules qui permet parfaitement d'éveiller l'intérêt des élèves du secondaire pour le travail de l'aide au développement et de les amener à comprendre les peuples concernés.

Les deux magazines contiennent également des exemples qu'on peut utiliser directement dans l'enseignement. Ils devraient figurer dans toutes les salles de classe et dans chaque bibliothèque d'école ou d'enseignant. •

Initiative «Heimat & Umwelt»: Soirée d'information et de discussion

## Hongrie vs mondialisation

### Test témoin pour l'Union européenne?

le mardi 6 mars 2012, à 19h à Vienne
au «Kolpinghaus Wien-Alsergrund» dans le 9e district, Althanstrasse 51

Intervenant:
**Eva Maria Barki, avocate, «Forum d'Europe centrale»**

Introduction:
**Peter Bachmaier: La politique de l'Est de l'Union européenne**

# Eva Maria Barki

## En faveur des droits des communautés ethniques, des minorités et des droits civiques

*Eva Maria Barki* est née en Autriche; elle a des origines hongroises, italiennes et croates et est de cette manière très liée à la région d'Europe centrale. Après des études de droit à Vienne, Mme Barki est devenue avocate et travaille à Vienne dans son propre cabinet d'avocat.

A l'époque du communisme, Mme Barki défendit de nombreux réfugiés venant des Etats communistes; elle fut aussi observatrice lors de procès politiques dans le bloc de l'Est. Elle eut donc dès le début à faire avec le cercle des anciens dissidents et les a soutenu activement. Ainsi, elle participa en 1987 à la fondation du *Forum démocratique hongrois* et fut son porte-parole en Occident jusqu'au changement de système (le *Forum démocratique hongrois* présenta le premier gouverment librement élu sous le Ministre-président *Josef Antall*).

Lorsque sous le gouvernement de *Ceausescu*, des vagues de réfugiés arrivèrent de Roumanie – avant tout des Hongrois – Mme Barki défendit non seulement de nombreux réfugiés lors de procès concernant les demandes d'asile, mais elle fut aussi l'une des premières qui en raison de ses connaissances directes des évènements en Roumanie, attira l'attention sur la dictature inhumaine de Ceausescu lors de conférences de presse. En particulier, elle rendit public les actes de persécution visant l'ancien pasteur, puis évêque et aujourd'hui député au Parlement européen, *Laszio Tökes* à Temesvar, dont la défense par les habitants de cette ville conduisit finalement à la révolution en Roumanie.

Mme Barki fonda également le *Comité international pour la Transsylvanie* qui représenta officiellement les Madjares devant les organisations internationales et elle initia le premier procès contre la Roumanie devant la *Commission des Droits de l'homme* avec une requête contre la République de Roumanie. Elle participa à plusieurs commissions européennes en tant que spécialiste sur les droits des communautés ethniques et des minorités, notamment à l'*UFCE (Union fédéraliste des communautés ethniques européennes)* et l'*INTEREG (Institut international pour le droit des groupes ethniques et pour le régionalisme)*.

En raison de son engagement pour les Droits de l'homme et les droits des communautés ethniques en Roumanie, l'organisation *SRI*, succédant à la *Securitate*, la classa, dans un rapport de sécurité adressé au Parlement, comme ennemie publique représentant une menace pour la sécurité de la Roumanie, et elle fut stigmatisée et officiellement déclarée personne indésirable par la Roumanie. A cette époque, on lui infliga pour la première fois une interdiction d'entrée dans le pays.

L'information transmise à la police d'Etat autrichienne, selon laquelle le SRI avait décidé la liquidation de Mme Barki, soit par accident de voiture, soit par poison, fit au même moment la une de l'actualité. Cette information qui fut aussitôt officiellement démentie par les Roumains, mais néanmoins renforcée par le fait que Mme Barki resta du fait de ses activités «hostiles à la Roumanie» persona non grata sans qu'on puisse concrétiser les reproches contre elle. Malgré tout, l'interdiction d'entrée dans le pays a été confirmée en 1998. Mme Barki s'est engagée au niveau international en tant que spécialiste pour les droits des communautés ethniques également en faveur d'autres groupes ethniques comme les Tatars de Crimée, les Macédoniens en Grèce ainsi que les Slovéniens et les Croates pendant la lutte pour l'indépendance. Elle a aussi participé pendant des années au comité de la *Ligue autrichienne pour les Droits de l'homme* et en tant que Présidente à l'*Association pour l'étude du problème mondial des réfugiés/Autriche (AWR).* En outre, elle est coéditrice de la série «Ethnos» qui traite des questions des communautés ethniques.

*Inge Rauscher, Vienne*

# Jardins familiaux

*par Charlotte Spindler*

*ab. Dans une partie de la population citadine il y a aussi eu, tout doucement, un changement. Ce qui était déjà connu dans d'autres pays sous le terme «Urban gardening» commence chez nous aussi à être pris en considération dans la planification des villes, mais on n'en entend pas beaucoup parler. Des magazines comme «Bioterra» en parlent avec beaucoup de compétences, et avec leurs instructions et tout leur contenu, ils nous donnent beaucoup de plaisir. Ainsi, on peut prendre connaissance de l'exemple d'un apiculteur qui a du succès sur les toits de la ville.*

*A part cela, la Suisse a une tradition des jardins familiaux, appelés jadis jardins ouvriers («Schrebergarten»), qui, depuis la Seconde Guerre mondiale, n'a jamais été tout à fait abandonnée et qui rencontre actuellement un grand intérêt. Avec sa description, Charlotte Spindler nous fait aussi connaître de manière tout à fait sympathique comment les qualités humaines peuvent s'épanouir à l'aide d'un tel élargissement du vécu. Il va de soi que dans cet entourage social les enfants auront une meilleure base pour développer leur vie émotionnelle. Ne faudrait-il pas que les enseignants de biologie, d'écologie et des sciences nutritives recommencent à enseigner dans le cadre scolaire – avec autant d'amour – ce domaine de la vie réelle: revitaliser les jardins scolaires?*

Les jardins familiaux du Käferberg forment l'une des plus grandes surfaces de jardins de la ville de Zurich. Et c'est certainement celle ayant la vue plus belle. La vue sur les quartiers de la ville, les gratte-ciel, les tours et les anciens terrains industriels jusqu'à l'Uetliberg, le Lac de Zurich et par beau temps jusqu'aux Alpes est stupéfiante. Celui qui fait du jardinage ici est bien conscient de son bonheur. L'installation de jardins se trouve dans un terrain légèrement en pente. Il est bien ensoleillé et se trouve directement en dessous de la forêt, dans une zone de villégiature. Beaucoup de vieilles cabanes sont brunies par le temps et les jardins, tous plantés différemment, sont souvent aménagés en terrasses. Les promeneuses et les randonneurs se réjouissent à la vue de toutes ces fleurs, arbustes fleuris, haies de roses et espaliers de fruits.

Tout en haut du versant, presque à la lisière de la forêt *Franz Reumer* cultive sa parcelle de deux ares. Le nonagénaire est jardinier de profession, et il était spécialisé dans les travaux avec les pierres naturelles. Pendant 30 ans, il a dirigé des cours dans un des jardins scolaires zurichois. Il a montré à des générations d'écoliers comment cultiver de la salade, des carottes et des fleurs et il leur a transmis de cette façon les joies du jardinage. Il se réjouit encore aujourd'hui, quand après de longues années, des anciens élèves le saluent dans la rue. Franz Reumer a un très beau jardin, très soigné. Il y monte tous les jours, même si ce n'est que pour une demi-heure: «C'est vital pour moi!» Heureusement qu'il n'habite pas loin. La promenade journalière, de l'arrêt du bus jusqu'à son jardin, le maintient en bonne santé. Du printemps jusqu'en automne, il a beaucoup de travail, alors il reste jusqu'à 19 heures ou 20 heures au jardin, et ses filles lui apportent son souper. Mais aussi en hiver, il prend le chemin sous ses pieds. «Devant le petit chalet, je m'assieds un moment, je pose quelque cerneaux sur la table et tout de suite les mésanges arrivent, elles savent exactement qu'elles reçoivent toujours quelque chose à manger chez moi, et elles sont tellement apprivoisées qu'elle viennent sur ma main.»

### Beaucoup de voisins de longue date

Franz Reumer a son petit jardin depuis 1976 – d'abord dans le quartier d'Allenmoos, aujourd'hui au Käferberg. Il jardine de façon biologique depuis longtemps et dans son quartier il s'occupait autrefois du groupe de compost. Sur ses carreaux poussent des légumes, des salades, des pommes de terre. Il vient de planter ses pains de sucre et ses chicorées, qu'il a – bien sûr – semé lui-même, il les coupera à la fin de l'automne. A part cela, il y a des baies et des fleurs, un poirier et un prunier et beaucoup de différentes sortes de tomates. L'une de ses trois petites filles, elle-même une jardinière passionnée, a cultivé ces plantons de tomates sur le bord de la fenêtre et elle les lui a apportées. Il aime donner des légumes et des fruits à ses filles et ses petites-filles, ou il en fait cadeau aux voisins. «Le jardin à côté du mien appartient à *Rosario,* lui aussi a déjà 80 ans», raconte Reumer. «Tout autour, il y un grand nombre de preneurs à bail de longue date, nous avons de bons contacts les uns avec les autres.»

Au Käferberg, tout comme dans d'autres jardins familiaux, on voit beaucoup de drapeaux aux couleurs d'un grand nombre de pays différents flotter dans le vent. Il y a même un drapeau de pirates. Pour une vie harmonieuse entre les locataires issus de plus de 20 nations, l'engagement de la présidente de l'*Association des jardins familiaux de Zürich-Wipkingen* (FGZW), *Rose-Marie Nietlisbach* n'est pas sans importance. Cette inspectrice des écoles professionnelles du Canton de Zurich est depuis quatre ans présidente du FGZW auquel appartiennent les jardins du Käferberg. Elle est devenue membre du comité un an auparavent. En tout, l'association comprend neuf installations avec 712 jardins. En 1915, elle a été fondée sous le nom d'«Ortsgruppe Wipkingen», c'est donc l'une des plus anciennes associations de jardins familiaux à Zurich. Rose-Marie Nietlisbach, qui a avec son mari depuis longtemps un jardin au Käferberg, tente d'intéresser des gens de différentes nationalités aux activités de l'association. «Nous avons actuellement un responsable de l'eau de Serbie et un autre d'Autriche, une responsable des jardins également d'Autriche et un chef du broyage italien, la cabane pour le matériel est tenue par un Serbe. Malheureusement beaucoup de locataires ne peuvent pas prendre de responsabilités parce qu'ils ont des horaires de travail irréguliers.» La présidente du FGZW, qui considère son poste comme une activité à 30%, tient à faire respecter les règles et les compétences.

Actuellement l'intérêt pour les petits jardins du Käferberg est grand: 140 personnes sont inscrites sur une liste d'attente, cela n'était pas le cas, il y a quelques années encore. Rose-Marie Nietlisbach répartit les inscriptions qui arrivent aux chefs de terrains concernés. En principe les chefs de terrains prennent en compte les inscriptions dans l'ordre de leur arrivée. «Sur un formulaire d'inscription est inscrite la somme de reprise qu'un futur locataire est prêt à payer. C'est déjà le premier obstacle. Certains jardins sont adaptés aux familles ayant des petits enfants, d'autres plutôt pour des personnes seules. L'attente dépend du genre de jardin souhaité, elle peut se prolonger ou être plus courte», rajoute la présidente de l'association.

«La vie en commun fonctionne», constate-t-elle, satisfaite. «Nous avons peu de conflits sur le terrain. Les règles sont transparentes en ce qui concerne l'attribution des parcelles, la reprise des cabanes et des outils. Les sanctions aussi sont clairement réglées, du premier entretien avec un locataire jusqu'à une éventuelle résiliation de contrat par le comité.» Rose-Marie Nietlisbach souligne la bonne culture de communication entre le comité et les chefs de terrains. En tout cas l'ambiance est bonne au Käferberg: «Lors des rencontres amicales sur le terrain, il y a toujours beaucoup de locataires qui participent; pour la soirée grecque de cette année, nous étions 40 personnes.»

*Emilia Bodo* qui est assise cet après-midi avec Rose-Marie Nietlisbach devant le petit bistrot qui fait partie du terrain, apprécie avant tout les bons contacts avec ses voisins de jardin. Elle trouve qu'on peut très bien résoudre les conflits en négociant. «A mon nouveau voisin, j'ai montré comment on allume un feu», explique-t-elle, pas besoin de s'énerver à cause d'une fumée puante. L'affaire du tonneau à eau utilisé en commun par quatre parties, et qui devrait être nettoyé à tour de rôle, a aussi pu être rapidement réglée. Maintenant, ça marche!

### Aneth, persil à racine, soupe aux coings

«Mon jardin, c'est ma source de jeunesse», déclare cette Hongroise de naissance. Elle travaille au centre de soin pour personnes âgées du Käferberg. Son travail la préoccupe. Dans son jardin, elle veut pouvoir décrocher, se réjouir du bel entourage et de sa jolie petite maison au bord de la forêt. «Malheureusement, je ne peux pas participer à beaucoup d'activités de l'association à cause de mes horaires irréguliers.» Depuis trois ans, Emilia Bodo et son mari *Franz* sont preneurs à bail dans les jardins familiaux. Autrefois, ils ont déjà fait du jardinage, mais plus depuis longtemps. Ses connaissances, Emilia les puise dans des livres qu'elle aime lire sur la chaise-longue de son jardin. «C'est ma manière de formation continue.» Elle a tout planté un peu pêle-mêle – des fleurs, des baies, de la salade, des légumes, des herbes, une beauté luxuriante. «Il me faut beaucoup d'Aneth, cette herbe va avec tout.» Elle dit aussi aimer le persil à racine pour la soupe ou pour la purée de pommes de terre, et avec ses coings, elle fait de la soupe aux coings pour le dessert. «Tout ce que nous récoltons, nous le mangeons avec respect et nous nous en réjouissons comme d'un cadeau.»

### Le fourmillon commun et le crapaud

En cette journée de fin d'été, dans le jardin d'*Inge Bamert,* des Cosmées, des Anémones d'automne, des Tagètes et des Zinnias dans toutes les variations de rouge et d'orange et des cléomes épineuses forment une mer colorée. «Je m'efforce d'avoir à chaque saison quelque chose en fleur pour me recevoir lorsque je monte à mon jardin», raconte cette jardinière enthousiaste qui vit depuis des décennies dans le quartier de Wipkingen. «Maintenant ce sont les tournesols qui me reçoivent, ils sont aussi très importants pour les oiseaux.» Actuellement, on voit beaucoup de chardonnerets dans les jardins. Les jeunes oiseaux volent déjà de leurs propres ailes, mais ils se laissent encore volontiers gâter par leurs mères. «Ils sont perchés dans les branches, pépient bruyamment, jusqu'à ce qu'ils reçoivent de la nourriture», raconte Inge Bamert. A part les chardonnerets et leurs petits, ce sont les mésanges qui cherchent leur nourriture, et d'autres animaux aussi trouvent des refuges dans les jardins. Récemment, Inge Bamert a découvert un crapaud près du tas de compost, et en ce qui concerne les trous bizarres en forme d'entonnoir dans la terre sablonneuse sous sa cabane, elle a trouvé d'où ils venaient: Ils proviennent du fourmillon commun (myrmeleon formenicarius) qui attend que des coléoptères, des fourmis ou d'autres bestioles tombent dans son trou.

Dans sa petite maison entourée de rosiers, elle s'est aménagé une tonnelle couverte, d'où elle a une magnifique vue sur la ville. Plusieurs nichoirs sont accrochés au mur. Sur une chaise se trouve un livre qu'elle est en train de lire: «Nein, ich will keinen Seniorenteller» (Non, je ne veux pas d'assiette pour les seniors) de *Marie Sharp*. Depuis l'an 2000, Inge Bamert a son jardin au Käferberg. Elle a dû attendre deux ans pour l'obtenir. Elle jardine comme elle l'a appris dans sa jeunesse. Elle a grandi à la campagne, au nord de l'Allemagne: La culture de légumes était vitale surtout en temps de guerre. Jardiner proche de la nature va de soi pour elle: Elle soigne son tas de compost, donne du fumier de vaches séché aux roses, elle arrache les mauvaises herbes dans les carreaux et s'attaque aux mauvaises herbes les plus résistantes avec une petite pioche. En automne, elle retourne la terre des carreaux. «En hiver on reste tranquille. Le rampon (la mâche), je ne le sème pas, je l'achète auprès des paysans au marché.» Dans ses carreaux de légumes, on trouve des pommes de terre, des choux, du chou frisé, du céleri, des haricots et beaucoup d'autres choses; des baies, des kiwis et du raisin poussent également autour de sa maison. Ce qu'elle ne mange pas directement ou ce qu'elle n'offre pas à d'autres personnes, sera congelé. Son petit-fils cadet attend chaque année impatiemment les premières pommes de terre. Elle a de la peine à comprendre que certains voisins de jardin ne mangent pas eux-mêmes les légumes qu'ils cultivent, et les carreaux tirés à la règle au millimètre près, l'étonnent aussi. «Ce sont des cultures bien différentes qui sont représentées ici», dit-elle en souriant. «Mais nous avons de bonnes relations entre nous, et nous échangeons des conseils, de mon voisin italien à droite, je reçois souvent de la roquette et des tomates.»

Depuis 2005, *Mirela et Amel Kikanovic* ont leur jardin directement au bord du petit ruisseau. Ils n'ont pas dû attendre longtemps que leur parcelle de 200 m carré se libère. Sur la place de jeux appartenant à l'ensemble des jardins, *Selma*, 7 ans, et *Jasmina,* 5 ans, retrouvent les enfants du voisinage ou ceux qu'ils connaissent de l'école. Grâce à l'emplacement central vis-à-vis du bistrot et de la cabane au matériel, les parents Kikanovic se sont déjà fait des amis. On s'aide mutuellement, arrose les plantes des voisins lorsqu'ils sont en vacances. Mirela et son mari sont d'origine bosniaque. Leurs parents vivent à la campagne, ils savent donc comment prendre soin d'un jardin. «Nous avons des légumes, diverses baies, des raisins, des arbres fruitiers, parmi eux un pêcher planté par nous», raconte Mirela Kikanovic. «Pour cultiver les légumes, j'ai acheté des livres spécialisés. Cela me donne les connaissances nécessaires. Et je peux aussi chercher conseil chez les voisins. Ils ont rapporté différentes semences de Bosnie, entre autre des poivrons et des tomates qu'on ne peut pas acheter en Suisse. Elle préfère cultiver elle-même les plantons. Les légumes qu'ils ne mangent pas directement, Milena les mets dans du vinaigre, par exemple les betteraves rouges et les poivrons. Le travail au jardin représente une détente pour la jeune femme qui a un emploi à plein temps dans un bureau: «En été, pendant les week-end, nous passons tout notre temps au jardin et profitons d'être à l'extérieur. En hiver, nous y passons parfois, après avoir fait de la luge.»

### La première année de jardinage

Pour *Silvie Hildebrand* et *Beat Grossrieder* le jardin est une nouvelle découverte: au bout de sept ans d'attente, la jeune famille a pu reprendre en mars 2011 une parcelle de 300 $m^2$ avec une jolie maisonnette. A la place d'un drapeau, Beat Grossrieder a monté de petits fanions colorés sur une ficelle et à la place d'un gril de jardin, il y a un vase à feu. Silvie a grandi dans une tour locative et elle rêve depuis son enfance d'un jardin à elle. La mère de Beat a bien fait du jardinage, mais le fils n'aimait pas vraiment cela, il a parfois aidé à retourner la terre, chercher du fumier et il a cueilli les fraises directement sur la plante. Pour leur début, les deux nouveaux jardiniers ont participé à une soirée d'introduction. Ils peuvent aussi s'adresser au chef de terrain avec leurs questions, ajoute Beat Grossrieder.

Malheureusement, il n'y a pas beaucoup de familles avec de petits enfants dans leur entourage proche. Mais ils ont des amis qui viennent en visite et aident parfois à enlever la mauvaise herbe. Silvie Hildebrand loue l'atmosphère paisible et se réjouit lorsque ses plantes poussent bien: des herbes de cuisine, des fleurs, des fraises, du maïs, des petites courgettes, des courges et de gros artichauts bretons. La petite *Louise,* 2 ans, sait déjà reconnaître la lavande. Les deux nouveaux jardiniers avouent que le jardinage leur prend beaucoup de temps. Pendant les jours chauds, Beat Grossrieder a fait son jogging tous les matins jusqu'au Käferberg, pour arroser les fleurs et les légumes avant de se mettre à sa table de travail. Sa partenaire fait tout pour pouvoir passer au moins un jour par semaine au jardin. En attendant, elle lit des livres spécialisés et se réjouit de la prochaine saison.

### Un jardin de générations

*Caroline Gürber* et *Stefan Roovers* sont pour la troisième saison dans leur jardin de 200 $m^2$ avec beaucoup de gazon. «C'est mon amie qui a pris l'initiative, c'est elle qui a souhaité avoir un jardin», raconte la créatrice de produits. «Elle s'est inscrite au Käferberg et elle n'a même pas dû attendre très longtemps. Je me suis jointe à elle, et j'ai tout de suite été envoûtée.» Le jardin était dans un état sauvage avec beaucoup de mauvaises herbes, mais les parents leur ont aidé dès le premier jour. «C'est une sorte de jardin des générations», dit la jeune femme. Les fils aussi sont souvent là. *Tom,* 7 ans, avec un peu moins d'enthousiasme qu'*Oliver,* 8 ans, et qui aime travailler au jardin et qui cultive un carreaux à lui. Depuis, l'amie de Caroline a déménagé, et c'est donc la famille *Roovers* qui s'occupe maintenant du jardin.

Caroline Gürber est une novice en ce qui concerne le jardinage. «Nous faisons beaucoup d'essais. Au printemps nous nous lançons dans le travail avec beaucoup de motivation, mais après les vacances d'été, un certain désenchantement se fait sentir», dit-elle en riant. Elle n'a pas encore trop osé s'attaquer aux fleurs, avec les légumes elle a déjà plus d'expérience. Les haricots à rame, les poivrons, les piments, les petites aubergines, le brocoli et le choux, tout pousse bien. Elle cultive les plantons en partie elle-même et en partie elle les achète au marché aux plantons de la jardinerie municipale. Le nouveau règlement des jardins n'apportera pas de changement pour eux: jardiner de façon biologique – c'est ce qu'elle fait déjà. •

Source: *Bioterra* 1/2012, *www. bioterra.ch*
(Traduction *Horizons et débats*)